

Chronique Eco

Quand la montagne brûle, c'est toute une économie qui s'effondre

P 16

LES NOUVEAUX MINISTRES PRENNENT LEURS FONCTIONS

Du sang neuf pour l'Exécutif

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé à un remaniement ministériel partiel qui intervient à un moment où l'Algérie cherche à accélérer la transformation de son économie, renforcer la production nationale et améliorer l'efficacité de l'action publique. P 3

COMMERCE EXTÉRIEUR
1 013 importateurs soupçonnés d'irrégularités documentaires

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, dans un communiqué publié hier, avoir détecté plusieurs cas inhabituels et suspects lors de l'examen et du traitement des dossiers déposés via la plateforme numérique dédiée aux programmes prévisionnels d'importation de matières premières et d'équipements.

P 2

POUR RECONSTITUER SES RÉSERVES STRATÉGIQUES DE GAZ

L'Allemagne négocie des contrats à long terme avec l'Algérie

Les réservoirs de gaz allemands sonnent l'alarme. Avec un taux de remplissage de seulement 53 % en 2026, contre plus de 70 % à la même période l'an dernier, Berlin voit ses marges de manœuvre énergétiques se réduire dangereusement à l'approche de l'hiver.

P 5

TRANSACTIONS PÉTROLIÈRES

L'Algérie s'impose dans le commerce énergétique régional

L'Algérie figure parmi les pays ayant enregistré les principales transactions pétrolières en août 2026, aux côtés de l'Arabie saoudite, de la Libye et de l'Égypte. Avec deux opérations portant sur l'exportation de carburant d'aviation vers le Niger et la commercialisation du brut nigérien, Sonatrach renforce ainsi sa présence sur les marchés énergétiques du Sahel et élargit son activité au-delà de ses débouchés traditionnels.

P 5



RELIZANE

Plus de 1,2 million de quintaux de tomate industrielle produits P 2

NAFTAL-SONIDEP

Accélérer les projets de partenariat P 4

BÉJAÏA

Progrès «notables» dans le recensement et l'évaluation des dommages causés par les incendies P 6

ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Le ministre s’enquiert
sur le terrain de l’état
des résidences
universitaires

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a effectué une visite de terrain dans les résidences universitaires de Béni Messous et de Dely Ibrahim 1 et 2 (Alger), afin de s'enquérir de l'avancement des travaux d'aménagement global, en vue d'offrir aux étudiants de bonnes conditions d'hébergement, indique mercredi un communiqué du ministère.

Lors de cette visite, effectuée mardi soir, M. Baddari a inspecté "les travaux d'étanchéité, de rénovation des réseaux électriques et de plomberie, de peinture et de pose des éléments de menuiserie", précise la même source.

Le ministre s'est également enquis des travaux d'aménagement des kitchenettes à chaque étage des pavillons et de réhabilitation des douches, des restaurants universitaires, du système de chauffage et des espaces verts.

A cette occasion, M. Baddari a insisté sur "l'accélération de la cadence des travaux et le respect des normes de qualité, afin d'offrir aux étudiants de bonnes conditions d'hébergement à la prochaine rentrée universitaire".

APS

AGRICULTURE

Raccordement de près
de 500 exploitations
au réseau électrique à
Tougourt

Pas moins de 497 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électrification agricole dans la wilaya de Tougourt dans le cadre des efforts de valorisation et promotion des activités agricoles dans la région, a-t-on appris mercredi de la direction locale des services agricoles (DSA).

Le programme d'électrification a permis l'alimentation en cette énergie des différentes exploitations de la région à la faveur de la réalisation d'un réseau de plus de 270 km et l'installation de 129 transformateurs électriques.

Les services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) s'emploient, en coordination avec la DSA locale, à mettre en œuvre un programme d'électrification, avant fin de l'année en cours, de 120 autres exploitations agricoles.

Ces projets d'envergure d'électrification agricole tendent à rentabiliser et conférer plus d'efficacité aux activités agricoles, promouvoir les opportunités d'investissement agricole dans divers segments culturels dans cette région aux potentialités agricoles prometteuses.

APS

COMMERCE EXTÉRIEUR

1 013 importateurs soupçonnés
d'irrégularités documentaires

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, dans un communiqué publié hier, avoir détecté plusieurs cas inhabituels et suspects lors de l'examen et du traitement des dossiers déposés via la plateforme numérique dédiée aux programmes prévisionnels d'importation de matières premières et d'équipements.

Par S. R.

Ces anomalies ont été identifiées grâce aux mécanismes automatisés d'analyse et de recoupement des données intégrés à la plateforme numérique, qui s'appuie sur des technologies d'intelligence artificielle. Pas moins de 1 013 opérateurs économiques sont ainsi soupçonnés d'avoir usurpé des documents fiscaux et sociaux dans le cadre de leurs dossiers d'importation.

Les analyses informatiques ont d'ailleurs révélé, indique le ministère dans son communiqué, des similitudes anormales dans les dossiers de 1 013 opérateurs économiques, lesquels ont déposé des documents officiels identiques, alors que ceux-ci sont censés être stricts, individuels et propres à chaque entreprise.

Le détail des documents dupliqués donne toute la mesure de l'ampleur de la fraude présumée. Sur le plan social, 278 opérateurs ont ainsi soumis la même attestation de déclaration de salariés auprès de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), tandis que 277 autres ont déposé une attestation identique auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS). Sur le plan fiscal, 240 opérateurs ont quant à eux présenté le même extrait de rôle, et 56 ont utilisé

un numéro d'identification fiscale (NIF) identique, tandis que soixante d'entre eux ont fourni le même bilan comptable. La fraude touche par ailleurs les documents délivrés par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) : 38 opérateurs ont ainsi partagé la même liste d'équipements et de marchandises éligibles aux avantages, et 25 ont présenté la même attestation d'enregistrement auprès de cette agence. À ces cas s'ajoutent 25 opérateurs ayant fourni un relevé d'identité bancaire (RIB) identique, ainsi que 14 autres ayant déposé les mêmes documents de programme complémentaire d'entreprise.

Face à ces constats jugés anormaux et suspects, le ministère a décidé de réagir sans délai. Les services compétents vont ainsi convoquer l'ensemble des opérateurs économiques concernés afin d'exiger la présentation des documents originaux. Une enquête approfondie sera par ailleurs menée pour vérifier la conformité de ces pièces avec les documents officiels émis par les organismes publics, déterminer leur origine exacte et établir les conditions de leur utilisation frauduleuse. Dans son communiqué, le ministère rappelle du reste avec fermeté que l'utilisation de documents et de données nominatives par plusieurs opérateurs constitue une infraction grave, nécessitant des investigations poussées. À l'issue des vérifications, l'en-

semble des mesures légales et réglementaires prévues par la loi sera donc appliqué à l'encontre de toute personne ou entreprise dont la responsabilité dans ces infractions sera avérée. Dans cette affaire, l'intelligence artificielle n'a pas seulement joué un rôle de détection ponctuelle. Elle a en effet permis de croiser automatiquement des milliers de dossiers déposés sur la plateforme numérique du ministère et d'y repérer des similitudes qu'un contrôle humain classique aurait mis beaucoup plus de temps à identifier, voire aurait tout simplement manquées. En interconnectant les données de plusieurs organismes, à savoir la CNAS, la CASNOS, les services fiscaux, l'AAPI et les banques, ces outils ont ainsi pu détecter que des documents censés être uniques à chaque entreprise circulaient en réalité de manière identique entre plus d'un millier d'opérateurs. C'est précisément cette capacité de traitement massif et de recoupement systématique qui a permis de faire émerger, en un seul passage, l'ampleur réelle de la fraude documentaire, là où une vérification dossier par dossier n'aurait probablement révélé que des cas isolés. Autrement dit, l'IA agit ici comme un révélateur d'échelle : elle transforme des soupçons éparés en un schéma de fraude organisée, et fournit ainsi au ministère une base solide pour engager les convocations et l'enquête annoncées.

RELIZANE

Plus de 1,2 million de quintaux de tomate industrielle produits

La wilaya de Relizane a réalisé une production de plus de 1,2 million de quintaux de tomate industrielle durant la campagne de récolte de la saison agricole 2025-2026, qui s'est achevée récemment, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction des Services agricoles de la wilaya.

Le chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique à la direction, Hocine Djebbar, a précisé dans une déclaration à l'APS que cette production a été

réalisée sur une superficie totale d'environ 1.000 hectares.

Le rendement moyen de la tomate industrielle a dépassé 1.200 quintaux par hectare, selon le même responsable, qui a indiqué que cette culture est principalement concentrée dans les communes de Sidi Khettab, Belassel, Oued Rhiou, Yellel, El Matmar, Djidiouia et El Hamadna, connues pour leurs hautes performances productives.

M. Djebbar a ajouté que cette production "abondante" est principale-

ment due aux mesures de soutien et d'accompagnement des agriculteurs, notamment à travers l'aide financière, le suivi technique et l'accompagnement sur le terrain.

Il a également souligné que la filière de la tomate industrielle bénéficie du soutien de l'Etat, à travers l'octroi aux agriculteurs d'une subvention de 4 DA par kilogramme.

Dans ce cadre, les services de la direction de l'Agriculture de la wilaya ont recensé plus de 50 agriculteurs adhérant au programme de

soutien à la filière de la tomate industrielle.

La production réalisée dans la wilaya de Relizane est destinée aux unités spécialisées de transformation et de production implantées dans les wilayas d'Annaba, Sétif, Blida, Tipasa et Tlemcen, ainsi qu'aux unités implantées dans la wilaya de Relizane, selon le même responsable.

APS

PROTECTION CIVILE

Plus de 58 mille personnes sauvées de la noyade
du 1er juin au 31 août

Plus de 58.000 personnes ont été sauvées de la noyade entre le 1er juin et le 31 août, indique, mercredi, un bilan de la Protection civile. "Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages et des baignades, les secours de la Protection civile ont enregistré du 1er juin au 31 août 2026 au niveau des plages autorisées à la baignade 82.093 interventions ayant permis de sauver 58.751 personnes, de prodiguer des soins de première urgence à 19.537 autres sur place et d'évacuer 3697 blessés vers les structures sanitaires", précise la même source.

En ce qui concerne les accidents nautique, les secours de la Protection civile ont enregistré 2 personnes décédées à Skikda et El-Tarf, tandis que 29 autres ont été sauvées à travers Tipasa, Alger, Annaba, Oran, El-Tarf et Jijel.

Par ailleurs et durant la même période, 148 cas de noyade ont été enregistrés, dont 76 cas au niveau des plages interdites à la baignade et 70 autres au niveau des plages surveillées, dont 38 en dehors des horaires de surveillance, déplore-t-on.

Pour rappel, La Direction générale de la Protection civile, avait déployé au niveau des

plages autorisées à la baignade, un dispositif important pour assurer la sécurité des estivants, composé de 11000 éléments, dont des professionnels, des plongeurs et des saisonniers.

S'agissant des réserves d'eau, il a été enregistré, durant la période citée, 62 décès par noyade dans des bassins, des mares, des piscines, des retenues collinaires, des oueds et des barrages, ajoute le bilan, relevant que la majorité des noyés sont des enfants et des adolescents.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LES NOUVEAUX MINISTRES PRENNENT LEURS FONCTIONS

Du sang neuf pour l'Exécutif

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé à un remaniement ministériel partiel qui intervient à un moment où l'Algérie cherche à accélérer la transformation de son économie, renforcer la production nationale et améliorer l'efficacité de l'action publique.

Par Zahir R.

En effet, l'arrivée de nouveaux ministres à la tête de plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'Industrie, l'Agriculture, les Finances, le Travail et la Communication, traduit la volonté de donner un nouvel élan à l'action gouvernementale et d'insuffler « du sang neuf » à l'Exécutif. L'importance de ce mouvement réside notamment dans le choix des portefeuilles concernés. Les changements opérés interviennent dans des secteurs qui se trouvent au cœur des enjeux de souveraineté économique, de diversification, de sécurité alimentaire, de maîtrise des dépenses publiques et de création d'emplois. Le remaniement apparaît ainsi comme un ajustement destiné à accompagner les prochaines étapes de la politique économique nationale. C'est ce qu'ont d'ailleurs indiqué, hier, les nouveaux ministres qui viennent de prendre leurs fonctions. Ainsi, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a placé la souveraineté alimentaire au centre de sa feuille de route.

La souveraineté alimentaire comme priorité

Le changement à la tête du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche revêt une importance particulière. En prenant ses fonctions, Sid Ali Khaldi a placé la souveraineté alimentaire au centre de sa feuille de route, qualifiant le secteur de « levier vital de la souveraineté économique et de la sécurité alimentaire nationale ». Le successeur de Yacine El Mehdi Oualid, relevé de ses fonctions par le président de la République lors de ce remaniement ministériel, entend notamment accélérer la modernisation des filières de production, en particulier les céréales et les cultures stratégiques, renforcer le soutien aux exploitants, tout en renforçant sa contribution au produit national brut, valoriser les espaces ruraux et maritimes et poursuivre la numérisation de la gestion et de la régulation des marchés. Il a également souligné sa détermination à renforcer le système national des données et statistiques agricoles, appelant les cadres et l'ensemble des acteurs du

secteur à travailler sans relâche pour relever les défis, particulièrement le changement climatique, tout en assurant une exploitation optimale et durable des ressources naturelles disponibles, de manière à garantir les besoins alimentaires des générations actuelles et futures. Diplômé de l'École nationale d'administration (ENA), M. Khaldi avait occupé, entre 2020 et 2021, le poste de ministre de la Jeunesse et des Sports.

Les Finances : préserver les équilibres et renforcer l'efficacité

Le changement à la tête du ministère des Finances constitue un autre volet important du remaniement. Mohammed Lamine Lebbou, qui remplace Abdelkrim Bouzred, arrive à ce poste avec une expérience universitaire et financière, après avoir notamment exercé les fonctions de gouverneur de la Banque d'Algérie. Sa prise de fonctions intervient avec une feuille de route qui met l'accent sur la poursuite des réformes financières, le renforcement des équilibres économiques, la rationalisation des dépenses publiques ainsi que la transparence et l'efficacité dans la gestion des deniers publics, en droite ligne avec les priorités de l'État. La mise en œuvre effective de la loi de finances figure également parmi les priorités affichées. Dans un environnement économique qui impose de concilier soutien à l'investissement, développement des dépenses sociales et préservation des équilibres financiers, le ministère des Finances demeure un maillon déterminant de la politique économique.

Emploi et protection sociale : renforcer l'efficacité du service public

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale connaît également un changement avec la nomination de Mohamed Hattab en remplacement d'Abdelhak Saihi. Lors d'une cérémonie de passation de pouvoirs, le nouveau ministre a affiché sa volonté de développer les politiques d'emploi et de protection sociale, tout en améliorant la qualité du service public et en rapprochant davantage l'administration des citoyens.

Cette orientation donne au portefeuille une importance particulière alors que l'amélioration de l'emploi, l'accompagnement des travailleurs et l'efficacité des mécanismes de protection sociale constituent des composantes essentielles de la politique économique et sociale. Le ministre a assuré qu'il travaillera, avec les cadres et personnels du secteur ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires, dans un esprit d'équipe et de responsabilité, en vue de consolider les acquis, d'améliorer la qualité du service public et de rapprocher l'administration des citoyens, tout en tendant vers un système plus efficace et efficient dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Il a, par ailleurs, appelé les cadres, fonctionnaires et personnels du ministère à joindre leurs efforts pour améliorer les performances du secteur et répondre, avec responsabilité et transparence, aux aspirations des citoyens.

La communication, un secteur stratégique

Le remaniement concerne également le ministère de la Communication, confié à Mohamed Bouslimani, qui retrouve ainsi un portefeuille qu'il avait déjà occupé entre novembre 2021 et juin 2023. Le nouveau ministre a insisté sur le caractère « sensible et stratégique » du secteur de l'information et sur la nécessité de renforcer la crédibilité de l'information, de lutter contre les rumeurs et de développer la communication institutionnelle afin de rapprocher le citoyen des institutions. Ce choix intervient alors que la communication institutionnelle est appelée à accompagner les transformations économiques et sociales engagées par le pays, en renforçant la circulation d'une information fiable et en améliorant le lien entre les institutions, les entreprises et les citoyens.

Farid Kourtel, nouveau ministre de l'industrie

Dans la continuité des changements opérés au sein du gouvernement de Sifi Ghrieb, le président de la République a décidé, hier mercredi, de nommer un nouveau ministre dans le secteur de l'Industrie. Le Chef de l'État a, en effet, fait

appel à son conseiller économique, en l'occurrence Farid Kourtel, en remplacement de Yahia Bachir, en poste depuis un an maintenant (du 2 septembre 2025 au 2 septembre 2026). Des dossiers importants sont à prendre en charge pour ce nouveau ministre, notamment la relance des usines et unités de production à l'arrêt et l'accélération du dossier de la réhabilitation du complexe El-Hadjar. Le secteur industriel occupe une place centrale dans la stratégie de diversification de l'économie, avec l'objectif de renforcer la production locale, développer les chaînes de valeur et réduire progressivement la dépendance aux importations. Ce changement intervient alors que l'Algérie cherche à consolider son tissu industriel et à favoriser davantage l'investissement productif. Le nouveau ministre de l'Industrie sera ainsi appelé à poursuivre les efforts engagés pour améliorer l'intégration locale, accompagner les entreprises et accélérer la réalisation des projets industriels. Enfin, le chef de l'État a également décidé de créer un nouveau poste (ministère délégué) au sein du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Le président Tebboune a décidé de nommer à ce poste l'ex-wali de Boumerdès, Mme Fouzia Naama. Cette désignation réaffirme la volonté du président de la République d'insuffler une nouvelle dynamique dans le secteur des collectivités locales et de poursuivre les efforts de développement local. Un domaine auquel le chef de l'État accorde une grande importance, convaincu que l'exploitation des potentialités de chaque région boostera le développement socio-économique du pays. À travers ce mouvement, l'Exécutif se voit ainsi doté de nouvelles compétences à un moment où la consolidation des acquis économiques doit s'accompagner d'une accélération des réformes structurelles. Le véritable enjeu de ce remaniement sera donc moins le changement des responsables que la capacité des nouveaux ministres à donner une nouvelle cadence à la mise en œuvre des priorités nationales.

Z R.

WILAYA D'ALGER

Le wali inspecte des projets du plan bleu pour la modernisation de la façade maritime

Le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a inspecté nombre de projets du plan bleu pour l'aménagement et la modernisation de la façade maritime de la capitale, indique mercredi un communiqué des services de la wilaya. M. Rabehi a effectué, mardi, une visite d'inspection du chantier en cours au niveau du Stade Ferhani, dans la commune de Bab El Oued, où il s'est enquis de

l'avancement des travaux visant à créer de nouveaux espaces de promenade et de loisirs, en complément du projet d'aménagement de la promenade de la Place El Kettani, précise la même source. Il s'est également enquis de l'avancement des travaux de réaménagement menés au niveau de la Place des Martyrs, où une passerelle vitrée est en cours de réalisation au-dessus des vestiges archéologiques du site.

M. Rabehi s'est aussi enquis de l'état d'avancement de la réalisation de la deuxième section de la promenade du port de la Pêcherie, comprenant une grande terrasse de 16.000 m² reliant le boulevard Che-Guevara au front de mer et un parking d'une capacité de 400 véhicules. Il a en outre inspecté les travaux de réalisation de la passerelle supérieure reliant le Square Port-Saïd à une autre promenade qui sera aménagée au niveau du quai récu-

péré du port pour la création de nouveaux espaces de détente. Au cours de sa visite, le wali a donné des instructions strictes en insistant sur "le respect des délais contractuels et des normes de qualité, afin d'offrir aux citoyens des espaces récréatifs à la hauteur de leurs attentes et de contribuer ainsi au renforcement de l'attractivité de la capitale et à l'amélioration de son cadre urbain", conclut la même source.

APS

PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET RISQUES MAJEURS

Vers la création d’un «système d’alerte» des populations

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé une réunion consacrée au renforcement de la préparation du secteur et à la garantie de la continuité des services en cas de catastrophes naturelles et de crises, en application des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique mardi un communiqué du ministère.

Cette réunion d'orientation, qui a regroupé les responsables des établissements du secteur aux niveaux central et local, a été consacrée à l'examen d'un ensemble de mesures, notamment "la constitution d'un stock de réserve de stations mobiles et de moyens de soutien technique permettant une intervention rapide en cas de besoin" et "le lancement de la conception d'un système d'information unifiée permettant de mesurer l'étendue des dégâts, de suivre le rétablissement post-crise et de coordonner les opérations de réponse immédiate".

Dans ce cadre, le ministre a ordonné d'"accélérer la mise en service, dans les meilleurs délais, du mécanisme de diffusion cellulaire (Cell Broadcast), en tant qu'outil d'alerte précoce permettant de transmettre des notifications urgentes aux citoyens dans les zones concernées, notamment en cas de catastrophes et de risques majeurs".

Il a également souligné la nécessité de "ne pas se limiter à intervenir après la survenue des crises, mais d'adopter des protocoles préventifs et proactifs unifiés pour leur gestion, fondés sur la préparation, la coordination et l'intervention rapide, afin de garantir la continuité des services du secteur et de protéger les citoyens et les infrastructures", conclut le communiqué.

APS

AUTONOMISATION DES JEUNES ET FORMATION DU CAPITAL HUMAIN

L’Algérie présente à Kazan son expérience

L'Algérie a présenté son expérience en matière d'autonomisation des jeunes et de formation du capital humain, lors de sa participation aux travaux de la 5e édition du Sommet mondial de la jeunesse de Kazan (République du Tatarstan), indique hier un communiqué du ministère de la Jeunesse.

Lors de ce sommet, dont les travaux se sont déroulés du 26 au 30 août dernier sous le thème "L'éducation à l'ère des transformations mondiales : des compétences au service du développement durable", le Secrétaire général du ministère de la Jeunesse, M. Dahmane Adimi, représentant le ministre du secteur, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, a précisé que "l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ne considère pas les jeunes seulement comme une catégorie sociale nécessitant une prise en charge, mais comme une ressource stratégique sur laquelle les Etats se construisent et façonnent leur avenir".

"La question de l'autonomisation des jeunes en Algérie ne se résume pas à leur assurer un emploi ou une place à l'université, elle est abordée comme un projet national intégré visant à construire le citoyen algérien", a-t-il ajouté.

Il a, dans ce cadre, mis en avant l'évolution opérée par les politiques nationales, qui tendent désormais à passer d'une logique de prise en charge des jeunes à celle de leur autonomisation, ce qui implique, a-t-il dit, de mettre à la disposition des jeunes les outils leur permettant de contribuer à la création de richesses, soulignant que le rôle de l'Etat "ne se limite pas à créer des emplois, mais à créer les conditions permettant d'en créer".

Evoquant la formation et l'enseignement professionnels, le responsable a souligné l'importance de l'investissement dans les savoir-faire en tant que richesse nationale, expliquant que l'économie moderne requiert autant le technicien, l'artisan et l'ouvrier qualifié que l'ingénieur et le chercheur. Faisant écho aux axes du sommet,

M. Adimi a insisté sur le fait que la prochaine étape "exige de passer du statut de simple consommateur à celui de producteur de technologies, afin que la jeunesse algérienne puisse maîtriser la programmation, développer des solutions numériques, créer des entreprises technologiques et mettre l'intelligence artificielle au service de l'industrie, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de l'énergie et de l'administration".

Dans cette optique, l'investissement dans l'enseignement numérique, la recherche scientifique et l'innovation est "indissociable de la souveraineté nationale", a-t-il estimé.

Dans le même contexte, il a souligné que la place importante qu'occupe désormais la femme montre que "l'autonomisation des jeunes en Algérie repose sur le principe de l'égalité des chances et sur la valorisation de l'ensemble du potentiel humain que recèle la société".

R E.

NAFTAL-SONIDEP

Accélérer les projets de partenariat

Le président-directeur général (PDG) de Naftal, Djamel Cherdoud, a reçu mardi, au siège de la direction générale de l'entreprise, le directeur général de la Société nigérienne des produits pétroliers (Sonidep), Ali Seibou Hassane, accompagné d'une délégation de haut niveau, dans le cadre du suivi et du renforcement des relations de coopération et de partenariat entre les deux entreprises.

La rencontre a été l'occasion de faire le point sur l'état d'avancement des différents dossiers de coopération et d'examiner les moyens à même d'accélérer la concrétisation des projets d'intérêt commun, notamment dans les do-

maines du stockage et de la distribution des produits pétroliers, du développement des infrastructures, ainsi que de la formation et de l'échange d'expertises.

Les entretiens ont également porté sur les perspectives de développement de la coopération entre Naftal et Sonidep et de consolidation du partenariat dans les différents domaines d'intérêt commun, de manière à renforcer les capacités d'approvisionnement et de distribution, à tirer mutuellement profit des expertises et expériences et à ouvrir de nouvelles perspectives de

coopération entre les deux entreprises.

Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de tenir une deuxième réunion de travail mardi prochain, par visioconférence, consacrée à l'examen et à la définition des mesures à même d'accélérer la mise en œuvre des projets inscrits dans le cadre du protocole d'accord conclu entre Naftal et Sonidep, en concrétisation de la volonté commune de renforcer la coopération énergétique et économique entre l'Algérie et le Niger.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Septembre 2026

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	103	114	92	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	98	65	الطماطم	
	Oignon sec	78	88	68	البصل الجاف	
	Ail sec	764	877	650	الثوم الجاف	
	Carotte	124	138	110	الجزر	
	Navet	164	182	145	اللفت	
	Poivron	135	154	116	الفلفل الاخضر	
	Piment	144	165	123	الفلفل الحار	
	Courgette	130	148	112	الكوسة	
	Haricot vert	208	238	179	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	125	140	109	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	410	513	307	التفاح المحلي	
	Datte	520	355	401	التمر	
	Raisin	281	584	206	العنب	
	Banane	575	596	554	الموز	
	Melon	91	103	79	البطيخ الأصفر	
Produits d'origine animale	Pastèque	75	84	66	البطيخ الأحمر	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	2094	2239	1949	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	528	543	513	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	106	91	حليب البقر (لتر)	

OOREDOO-ALGÉRIE

Le délai de participation au concours “Media Star” prolongé au 15 septembre

L'opérateur de téléphonie mobile "Ooredoo Algérie" a accordé aux journalistes désirant participer à la 19e édition du concours "Media Star", un délai supplémentaire pour soumettre leurs candidatures, s'étalant jusqu'au 15 septembre, indique mardi un communiqué de l'opérateur. "Fixée initialement au lundi 31 août 2026, la date limite de soumission des candidatures est désormais prolongée au mardi 15 septembre 2026", a précisé la même source. Cette prolongation fait suite "aux sollicitations de plusieurs professionnels des médias, souhaitant bénéficier de quelques jours supplémentaires pour finaliser leurs travaux et les soumettre dans les meilleures conditions", relève Ooredoo Algérie, rappelant que la 19e édition du concours Media Star est consacrée au thème relatif à "l'impact de l'intelligence

artificielle et de la technologie 5G sur les transformations socio-économiques en Algérie". A travers cette thématique, le concours invite les journalistes à analyser et à mettre en lumière les évolutions, les opportunités et les enjeux liés au développement de l'intelligence artificielle et de la technologie 5G, ainsi que leurs impacts sur les transformations économiques et sociales que connaît l'Algérie.

Les travaux, réalisés en arabe, tamazight, français ou anglais, doivent avoir été publiés ou diffusés durant la période allant du 15 août 2025 au 15 septembre 2026.

Les journalistes peuvent soumettre leurs candidatures via la plateforme dédiée à cet effet : ore.do/media-star-participation, ou par courrier électronique à l'adresse : MediaStar@Ooredoo.dz.

R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	3,34	-6,06	7,35	7,54	4635	1 599 075,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,13	0,24	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,16	7,56	7,64	5715	8 001 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2514,00	0,00	0,05	1,09	6,68	6,36	1000	2 514 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2049,00	0,00	-1,01	-7,11	8,49	8,54	7175	14 701 575,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	431,00	+4,87	2,64	2,90	1,19	8,12	530	226 430,00

POUR RECONSTITUER SES RÉSERVES STRATÉGIQUES DE GAZ

L'Allemagne négocie des contrats à long terme avec l'Algérie

Les réservoirs de gaz allemands sonnent l'alarme. Avec un taux de remplissage de seulement 53 % en 2026, contre plus de 70 % à la même période l'an dernier, Berlin voit ses marges de manœuvre énergétiques se réduire dangereusement à l'approche de l'hiver.

Par Selma R.

Dans ce contexte tendu, marqué par la flambée des prix liée aux incertitudes géopolitiques autour de l'Iran, le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, s'est rendu en Algérie pour tenter de sécuriser de nouveaux contrats de livraison sur le long terme. Cette démarche s'inscrit dans un effort engagé depuis quatre ans : depuis l'arrêt total des livraisons de gaz russe en 2022, l'Allemagne cherche en effet à diversifier ses sources d'approvisionnement, un chantier que la crise actuelle rend plus pressant que jamais. Interrogé lors d'une interview en direct sur la chaîne allemande ZDF, le chef de la diplomatie allemande a d'ailleurs été sans détour sur l'objectif de son déplacement en Afrique du Nord. « Notre priorité absolue est de conclure des contrats de livraison de gaz sur le long terme », a-t-il déclaré, précisant qu'il était accompagné d'entreprises allemandes venues rencontrer le ministre algérien de l'Énergie, Mohamed Arkab. Pour justifier ce choix, Johann Wadephul n'a d'ailleurs pas tari d'éloges sur son partenaire. « L'Algérie est un partenaire fiable, elle l'a prouvé avec l'Espagne et l'Italie », a-t-il affirmé, avant d'ajouter que ce pays représentait pour Berlin un acteur stratégique pour sécuriser une partie de son ap-

provisionnement énergétique. Le ministre a par ailleurs tenu à inscrire cette démarche dans la durée, en rappelant la profondeur des liens entre les deux pays : « Nos relations sont profondes et historiques, l'Allemagne a été l'un des premiers États à reconnaître l'indépendance algérienne », a-t-il rappelé, évoquant à l'appui la récente visite du président algérien auprès du président fédéral Frank-Walter Steinmeier, preuve selon lui d'un lien renforcé entre les deux capitales. Le choix de Berlin ne doit d'ailleurs rien au hasard, tant l'Algérie occupe une place de choix dans la reconstitution du marché gazier européen. Depuis 2021, la part du gaz russe dans les importations de l'Union européenne s'est en effet effondrée, passant de 45 % à 13 % en 2025, au profit notamment de la Norvège, avec environ 31 %, des États-Unis, avec 28 %, et de l'Algérie, qui maintient depuis quatre ans une part stable de 13 à 14 % du gaz total importé par l'UE. Cette position s'appuie sur des infrastructures solides, à commencer par le gazoduc Medgaz vers l'Espagne et le Transmed vers l'Italie via la Tunisie, auxquels s'ajoutent des capacités de liquéfaction pour l'export de GNL. Cette place de choix ne va cependant pas sans fragilités. En 2025, les exportations algériennes par canalisation sont ainsi passées sous les 30 milliards de m³, contre 30,8 milliards l'année précédente, tandis que le

GNL exporté a chuté à 9,5 millions de tonnes, contre 11,6 millions en 2024. Cette baisse s'explique par plusieurs facteurs conjugués : une production brute en léger repli après le pic de 101,5 milliards de m³ enregistré en 2023, une consommation intérieure croissante, ainsi que des opérations de maintenance sur les sites de liquéfaction. Pour inverser la tendance, Alger a néanmoins annoncé un plan d'investissement de plus de 8 milliards de dollars destiné à développer de nouveaux gisements, avec l'ambition d'augmenter la production de 5,5 milliards de m³ par an d'ici 2028, un calendrier qui coïncide précisément avec les besoins pressants exprimés par Berlin. Les discussions entre les deux ministres ne se limitent d'ailleurs pas aux hydrocarbures classiques. Elles portent aussi sur la décarbonation de la chaîne gazière et sur la réduction des émissions de méthane, mais également sur des projets conjoints autour de l'hydrogène vert et de l'ammoniac vert, incluant la fabrication d'équipements comme les électrolyseurs. C'est dans ce cadre que Johann Wadephul a exprimé l'intérêt de son pays pour le South2 Corridor, ce projet d'infrastructure trans-méditerranéen sur lequel Berlin affiche des ambitions claires : « Nos entreprises souhaitent s'impliquer pleinement dans le corridor d'hydrogène qui doit relier l'Afrique du Nord à l'Europe », a-t-il déclaré.

AVEC LA REPRISE DES COMBATS AU MOYEN-ORIENT

Le prix du gaz européen dépasse 70 €

Le prix de référence du gaz naturel TTF néerlandais repasse au-dessus de 70 € par mégawattheure, la reprise des combats entre les États-Unis et l'Iran ravive les craintes de nouveaux retards des exportations de GNL du golfe Persique. Le prix de référence européen du gaz naturel TTF néerlandais pour livraison en octobre 2026 a atteint un pic en séance à 70,85 € par mégawattheure lundi, selon les données d'ICE, dans un contexte d'incertitude sur les approvisionnements en GNL en provenance du Golfe qui tire les prix à la hausse. Dimanche, les forces américaines ont frappé des lance-roquettes iraniens près du détroit d'Ormuz, poussant l'Iran à riposter en tirant des missiles sur les forces américaines en Jordanie. Cette escalade menace de provoquer de nouvelles perturbations des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL), le détroit d'Ormuz, par lequel transite normalement environ un cinquième du commerce mondial de GNL, restant de facto fermé. Ces perturbations surviennent au moment où les livraisons de GNL sont cruciales pour l'Europe, qui reconstitue ses stocks de gaz avant l'hiver. Les installations européennes de stockage de gaz étaient remplies à 64,7 %, selon les données de Gas Infrastructure Europe (GIE), un niveau inférieur aux moyennes historiques pour cette période de l'année.

Les prix élevés sur les marchés ont ralenti le rythme de remplissage dans de nombreux pays, alimentant les craintes que les Pays-Bas et l'Allemagne ne manquent leurs objectifs de stockage de gaz de respectivement 80 % et 70 % d'ici la date limite du 1er novembre. Cela s'explique par le fait que l'écart entre les prix actuels et les prix d'hiver a souvent été trop faible, voire négatif, pour couvrir les coûts et les risques liés au stockage du gaz. Normalement, les fournisseurs achètent du gaz à bas prix en été, le stockent et le revendent plus cher en hiver. Des niveaux de stockage bas ne signifient pas forcément qu'un pays manquera de gaz pour l'hiver. En revanche, des réserves insuffisantes peuvent rendre les pays de l'UE plus vulnérables à la volatilité des prix sur les marchés ou à des perturbations des approvisionnements mondiaux. C'est une inquiétude particulière pour les entreprises de la première économie d'Europe. "Si des installations de stockage de gaz insuffisamment remplies coïncident avec un hiver très froid, l'Allemagne pourrait ne plus être en mesure de couvrir entièrement la demande normale de gaz", a déclaré à Euronews Business Sebastian Heinnermann, directeur général de l'association allemande des stockages de gaz INES. "Si les prix du gaz dépassent alors le niveau que les consommateurs indus-

triels peuvent supporter, les entreprises seront contraintes de réduire leur production", a-t-il ajouté, avertissant que cela pourrait causer d'importants dommages économiques. L'Italie est également confrontée à des risques sur son approvisionnement en gaz, même si le niveau de remplissage de ses stockages figure parmi les plus élevés d'Europe. Jeudi dernier, QatarEnergy a informé la société italienne Edison, l'un de ses principaux clients en Europe, qu'elle prolongeait jusqu'au début novembre la suspension de ses livraisons de gaz naturel liquéfié au titre de la clause de force majeure, en raison de la guerre entre les États-Unis et l'Iran, selon Reuters. Le contrat de long terme entre Edison et le Qatar fournit habituellement l'équivalent d'environ 10 % de la consommation annuelle de gaz de l'Italie. Edison a indiqué qu'elle sécurisait des approvisionnements de remplacement et qu'elle serait en mesure de respecter ses engagements envers ses clients. L'UE importe relativement peu de gaz directement du Moyen-Orient. Le Qatar a fourni 3,7 % des importations totales de gaz du bloc en 2025. Néanmoins, des perturbations dans le Golfe peuvent malgré tout faire grimper les prix en Europe.

Agence

TRANSACTIONS PÉTROLIÈRES

L'Algérie s'impose dans le commerce énergétique régional

L'Algérie figure parmi les pays ayant enregistré les principales transactions pétrolières en août 2026, aux côtés de l'Arabie saoudite, de la Libye et de l'Égypte. Avec deux opérations portant sur l'exportation de carburant d'aviation vers le Niger et la commercialisation du brut nigérien, Sonatrach renforce ainsi sa présence sur les marchés énergétiques du Sahel et élargit son activité au-delà de ses débouchés traditionnels. Selon le classement mensuel établi par la plateforme spécialisée « Energy », basée à Washington, l'Arabie saoudite arrive en tête des plus importantes transactions pétrolières du mois. Le royaume a notamment conclu trois opérations majeures portant sur l'achat d'équipements, la vente de pétrole brut et la réalisation de levés sismiques. L'une des principales opérations concerne les accords conclus par Saudi Aramco avec des entreprises françaises, dont la valeur potentielle dépasse 3,7 milliards de dollars. L'Algérie figure, pour sa part, parmi les principaux pays cités dans ce classement, avec deux opérations réalisées dans le cadre de sa coopération énergétique avec le Niger. La Libye et l'Égypte complètent également cette liste à travers des opérations liées respectivement au partage de production et à l'exploration pétrolière.

Deux opérations algériennes avec le Niger

La présence de l'Algérie dans ce classement repose essentiellement sur deux opérations menées par Sonatrach avec la Société nigérienne des produits pétroliers (Sonidep). La première concerne l'exportation des premières cargaisons de carburant d'aviation de type Jet A1 vers le Niger, à partir de la raffinerie d'Adrar. Réalisée dans le cadre d'un contrat de vente et d'achat conclu entre Sonatrach et Sonidep, cette opération a débuté le 14 août 2026. Elle constitue une nouvelle étape dans le développement des échanges énergétiques entre les deux pays et permet à Sonatrach d'ouvrir un nouveau débouché régional à ses produits raffinés. Elle traduit également la volonté de l'Algérie de renforcer ses échanges commerciaux avec les pays du Sahel en s'appuyant sur ses capacités de raffinage et son expertise dans le secteur énergétique. La seconde opération porte sur le brut nigérien « Melik ». Sonatrach et Sonidep ont procédé au chargement d'une première cargaison de ce pétrole à partir du terminal de Sèmè, au Bénin, en vue de sa commercialisation conjointe. Cette opération marque une évolution importante de la coopération entre Alger et Niamey, puisqu'elle associe désormais l'exportation de produits pétroliers algériens au négoce et à la commercialisation du brut nigérien. Sonatrach met ainsi son expérience dans le commerce international des hydrocarbures au service de nouveaux circuits de commercialisation régionaux.

Synthèse R E.

ILLIZI

Mise en service
d’une opération
d’électrification
de plusieurs
nouveaux
quartiers à In-
Amenas

Un réseau d'alimentation en énergie électrique de plusieurs nouveaux quartiers et agglomérations de la commune d'In-Amenas, wilaya d'Illizi, a été mis en service, mardi, par les autorités locales, lit-on dans un communiqué parvenu de la direction locale de l'entre-prise de distribution de l'électri-cité et du gaz, Sonelgaz. Retenue au titre des efforts vi-sant l'amélioration des condi-tions de vie de la population de cette région, cette opération de raccordement à profité au lotis-sement de 342 lots, 200 loge-ments ruraux à la cité El-Wiam, à quatre (4) quatre aggloméra-tions retenues au plan d'occupa-tion du sol, POS-5, aux aggro-mérations rurales structurées au POS-10 et aux lotissements N-03 et 04. Ce projet, dont les travaux ont été exécutés dans un délai de trois mois, a porté sur la réalisa-tion d'un réseau de distribution long de 3,6 Km, de deux (2) postes de transfert électrique, et de 100 branchements, pou un cout global de plus de 42,47 mil-lions DA. Cette opération de développe-ment électrique devrait contri-buer à l'alimentation des aggro-mérations et groupes d'habita-tions en énergie électrique, à l'amélioration du service public, à la satisfaction de l'extension urbaine et à la consolidation du développement dans la com-mune d'In-6Aménas, conclut le communiqué de la Sonelgaz.

Agence

BÉJAÏA

Progrès “notables” dans le recensement
et l’évaluation des dommages causés
par les incendies

Le processus de recensement et d'évaluation des dégâts causés par les incendies qui ont touché plusieurs régions de la wilaya de Béjaïa, lancé par les autorités locales avec la participation de différents secteurs, enregistre des "notables", selon les informations recueillies mardi auprès des services de la wilaya.

Cette opération, pour laquelle tous les moyens humains et logistiques néces-saires ont été mobilisés, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions et directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion qu'il a présidée dimanche dernier, consacrée à la prise des mesures nécessaires pour faire face aux conséquences et dom-mages causés par les récents incendies. Les services de la wilaya ont précisé que les commissions chargées de cette opération subsistaient leur travail sur le terrain afin de recenser et d'évaluer les pertes enregistrées, notamment celles concernant les habitations, le mobilier, les appareils électroménagers, les cultures, les arbres fruitiers et les ruches, ainsi que le bétail.

Il est ajouté que le secrétaire général chargé de la gestion des affaires de la wilaya de Bé-jaïa, Said Yahiaoui, a réaffirmé, lors d'une vi-

site effectuée mardi dans les communes tou-chées par les incendies, l'engagement des au-torités locales à "répondre au mieux aux préoccupations des citoyens", rassurant que toutes les mesures nécessaires seront adop-tées pour la prise en charge des dégâts occa-sionnés par les feux de forêt et pour remettre en état les infrastructures et les réseaux en-dommagés dans les plus brefs délais. Au cours de cette visite, M. Yahiaoui a constaté de visu les dommages, notamment ceux qui ont touché les différents réseaux et les infrastructures de plusieurs secteurs, pré-sentés à cette occasion que les travaux de leur remise en état se poursuivaient, tout en garantissant la continuité des services publics essentiels au bénéfice des citoyens. Dans ce même contexte, plusieurs orga-nismes pertinents des secteurs de l'habitat et de l'urbanisme ont procédé, au cours des deux derniers jours, au nettoyage des établis-

sements scolaires sinistrés et à l'enlèvement des débris et restes des incendies. Des inspections sur le terrain ont été effec-tuées afin d'évaluer les dégâts et d'établir les fiches techniques nécessaires pour détermi-ner leur nature et leur ampleur, et y remédier conformément aux procédures en vigueur, selon les informations fournies par la Direc-tion de l'habitat. Par ailleurs, et afin de permettre aux citoyens sinistrés de reprendre leur vie quotidienne normale dans les meilleures conditions, les réseaux d'électricité et d'approvisionnement en eau potable ont été remis en état dans la plupart des zones touchées. A noter que les services de la wilaya ont achevé la remise des décisions d'indemnisa-tion des citoyens sinistrés par les incendies qui ont touché plusieurs communes de Bé-jaïa au cours du mois de juillet dernier.

APS

SKIKDA

Des aides en fourrages pour 50 éleveurs sinistrés lors des incendies à Oum Toub

Des aides de solidarité en na-ture sous forme de quantités de fourrages ont été remises mardi à 50 éleveurs sinistrés lors des récents incendies qui ont touché la commune d'Oum Toub, Ouest de la wilaya de Skikda, à-on avisé au-près du secrétaire général de l'asso-ciation locale El Jawarih de chasse et de loisirs de la commune de Béni Ouelbane, encadrant l'initiative. Dans une déclaration à l'APS, M.

Mahmoud Meribi a indiqué que ces aides sont constitués de 70 quintaux d'orge, 50 quintaux de son et 1.500 bottes de foin, précisant qu'il s'agit d'un don fait par un mécène d'El Eulma (Sétif). M. Meribi a ajouté que l'association El Jawarih a établi une liste de bénéficiaires sur la base d'un recensement des éleveurs sinistres ayant perdu une partie des res-sources nécessaires à leur activité suite aux incendies qui ont parcouru

des terres pastorales et forestières. L'objectif de cette initiative de solida-rité est de contribuer aux aides ap-portées aux agriculteurs et éleveurs sinistrés en vue de préserver leurs troupeaux et d'assurer la continuité de leur activité jusqu'au dépasse-ment de cette conjoncture, selon la même source. Selon le secrétaire général de l'asso-ciation El Jawarih, la distribution des aides se poursuivra avec l'arrivée

d'autres dons pour toucher le plus grand nombre d'élèves sinistres. Cette initiative intervient au milieu des efforts déployés dans la wilaya de Skikda pour la prise en charge des sinistrés des récentes incendies, le recensement des dégâts, l'accom-pagnement des agriculteurs et éle-veurs sinistrés et leur aide pour re-prendre progressivement leur acti-vité.

R E.

JIJEL

Poursuite de l’évaluation des dégâts et de la réparation des dommages
causés par les incendies

Les différents services publics concernés de la wilaya de Jijel restent mobilisés, sans relâche, pour évaluer les dégâts causés par les récents incendies et pour réparer, dans les plus brefs délais, les dommages occasionnés. Dans ce contexte, plus de 60 équipes techniques s'attachent à établir des expertises quant à l'ampleur des pertes subies par les habitations des ci-toyens, à-on indiqué à la cellule de crise mise en place dans la wilaya. Ces équipes, composées de techniciens, d'ingénieurs et d'experts, de Jijel et de plusieurs wilayas voisines, effectuent des inspections complètes en vue d'éta-blir un diagnostic précis de l'état des habitations endommagées afin de sou-mettre leurs rapports "à la fin de la se-maine en cours afin que les mesures nécessaires puissent être prises avec le maximum de célérité". Dans le secteur de l'éducation, 23 établissements sco-laires (20 écoles primaires et 3 collèges d'enseignement moyen CEM) ont été touchés par des incendies et subi des

dommages de différentes gravités, a souligné à l'APS, le directeur de wilaya du secteur, Saâd Kessira. Le même res-ponsable a précisé qu'une cellule tech-nique a été mise en place pour exami-nateur et la situation générale des écoles, dans l'ensemble des communes touchées, en vue d'un diagnostic précis et de l'élaboration de fiches techniques préalables aux opérations de réhabilita-tion, de restauration et de renouvelle-ment du mobilier scolaire "afin que les élèves puissent rejoindre leurs établis-sements remis en état dès la prochaine rentrée scolaire". M. Kessira a fait partie, dans le même contexte, de la prise de plusieurs mesures, telles que le lan-cement d'un recensement des enfants issus de familles affectées par les incen-dies, et l'accompagnement psycholo-gique des élèves blessés et hospitalisés. La direction de la santé et de la popula-tion (DSP) a mobilisée, pour sa part, trois hôpitaux (Jijel, El Tarf et El Milia) et toutes les polycliniques et tous leurs personnels médicaux et paramédicaux

pour accompagner les blessés et leur fournir les soins nécessaires. Sabah Laouabi, directeur de l'Etablis-sement public hospitalier (EPH) Moha-med-Seddik Benyahia de Jijel, a indi-qué qu'un plan d'action a été mis en place pour prendre en charge les bles-sés et leur fournir les soins nécessaires, en plus de l'organisation, par cet EPH, d'une caravane médicale de solidarité sous le slogan « Rana h'na » (Nous sommes là), constitué de médecins, de paramédicaux et de psychologues, qui sillonnera les zones touchées. Le directeur de l'Etablissement hospita-lier spécialisé (EHS) en rééducation fonctionnelle à Texenna, Benmadani Mohamed-Arafat, a indiqué, de son côté, qu'une caravane médicale s'ébran-lera demain (mercredi) pour sillonner plusieurs villages de cette commune afin de procéder à des consultations médicales, prodiguer des soins et ac-compagner les sinistrés. Par ailleurs, en raison des pertes cau-sées au bétail, la direction des services

agricoles (DSA) a distribué, en coordi-nation avec de nombreuses associations professionnelles et des professionnels, des fourrages dans le cadre d'une ac-tion de solidarité ciblant les éleveurs des zones touchées dans les communes de Sidi Maarouf, de Texenna, de Chekfa, d'El Milia, d'Oudjana, de Bordj Tahar et d'El Ancer. De plus, plusieurs grossistes en pro-duits pharmaceutiques et desvétéri-naires ont apporté un précieux soutien aux éleveurs de bétail, en plus de l'in-tervention d'un vétérinaire privé qui s'est porté volontaire pour examiner les bêtes et procéder à des actions théra-peutiques immédiates. Les commissions installées à la suite de ces incendies ont toutes entamé leur travail de terrain pour évaluer les pertes subies par le cheptel, les proprié-taires ayant fourni des certificats et des déclarations écrites, a indiqué Abdelali Allab, responsable de la communica-tion de la DSA.

APS

Réfléchir collectivement et expérimenter

Il est urgent de réfléchir collectivement et d'expérimenter, ce que ne peuvent plus faire les sociétés de classes profondément divisées et étroitement engagées. La division sociale de classes et du travail divise désormais plus qu'elle n'intègre. Les problèmes auxquels sont confrontés l'humanité sont considérables : crises économiques (chômage des diplômés, inégalités sociales), crise climatique (sécheresse, inondations).

5^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Une université sous-équipée peut-elle aller de pair avec une industrialisation effective ? Les laboratoires d'entreprise et d'université feront défaut à l'industrialisation. Les entreprises publiques ne seront pas de bons exemples pour les entreprises privées. Les entreprises ne pourront pas remonter les chaînes de valeur et deviendront rapidement obsoètes. Mais on voulait aller vite et les laboratoires étaient trop coûteux. Étant donnée la pression des besoins sociaux, on préféra amputer les universités et les entreprises de leurs laboratoires. Et l'on ne pensa pas se prémunir des conséquences avec des noyaux de laboratoires qui pourraient éclore dans de meilleures conditions.

Comment se transmet le capital quand, sur une société, on plaque des institutions où l'engagement des familles est absent ? Quel résultat obtient-on quand on adopte d'un système, une institution sans ses institutions complémentaires ? C'est dans son expérience qu'une société structure la complémentarité des rapports entre ses institutions, entre ses agents et ses activités, entre ses différentes formes de capitaux, comme entre travailler et étudier, produire et innover. Tout compte fait, le capital financier abondant ne donnera pas lieu à la formation complémentaire des différentes formes de capitaux nécessaires à l'accumulation.

L'État n'accumule pas, il oriente la formation des capitaux. Ce sont les agents, les familles qui accumulent, quoi qu'il en soit. Du point de vue politique, on ne s'est pas rendu compte que l'on surfait sur un cours des choses, engagé au cours de la période coloniale, marqué par les séparations de l'école et de la famille, de l'entreprise et de la famille, du savoir et du travail. Il ne fut pas donné à la société de penser le cours des choses dans lequel elle était prise.

On avait probablement peur d'affronter le vrai problème : comment répartir le savoir et le travail entre les familles. Le modèle scandinave laisse entrevoir que c'est à la coopération et non à la compétition qu'il faut habituer les enfants de la communauté, afin d'encourager la coopération dans et entre les institutions à travers lesquelles ils seront distribués. La compétition sera réservée au marché, un marché que la politique de redistribution réenchâssera dans la communauté. En forçant le trait, on peut dire que les individus et les institutions scandinaves coopèrent en vue de performer dans la compétition mondiale. Les institutions scandinaves rejoignent en cela, d'une manière différente certes, les institutions de l'Asie de l'Est : la coopération dans la communauté, la



compétition dans le marché, une compétition qui porte la coopération de la communauté dans la compétition mondiale.

Si de cette réflexion on pouvait juger de la pertinence de ces modèles quant au contexte algérien, il faudrait faire appel au type de famille qui caractérise ces types de modèles. Mon attention retiendrait comme hypothèse à vérifier un modèle qui serait comme un mixte du modèle anglo-saxon et du modèle scandinave. Privilégiant une construction par le haut et par le bas équilibrée, associant le local et la redistribution dans un premier temps, puis le local et le marché ensuite. Quant au modèle de l'Asie de l'Est, il manque à notre société marquée par une désacralisation du savoir, la sacralité du savoir. La demande de savoir est à produire par l'expérience sociale.

Penser collectivement notre expérience, nos croyances et nos actions

Réfléchir collectivement pour penser le cours des choses dans lequel nous sommes pris, pour quoi faire ? Pour définir ce que nous devons faire à partir de ce que la société peut faire et comment y parvenir. Car si ce que nous devons faire peut paraître évident, ce dont s'approprie aisément le discours public, comment y parvenir interroge. Car dire n'est pas faire et la théorie n'est pas la pratique. Ce qu'il faudrait expliciter ce sont les croyances réelles qui nous disposent à faire, car faire n'est pas l'application d'une théorie. Les habitudes nous font faire, et celles que nous ne pensons plus le font à notre insu. Croire en ce que nous disons vouloir faire, être dans ce que nous faisons, tout cela ne peut accepter une séparation de la théorie et de la pratique. La théorie est la théorie d'une expérience. La pratique n'est pas une application de la théorie, elle est l'aspect pratique de la théorie, tout comme la théorie est l'aspect théorique de la pratique. Les expé-

riences d'autrui et leurs théories peuvent nous aider, mais elles ne peuvent se substituer à notre expérience et sa théorisation.

Croire est ce qui nous dispose à agir, exprime nos attentes, porte nos anticipations. Mais le résultat de nos actions en retour, valide ou invalide ce que l'on croit. Il y a rétroaction de nos actions sur nos croyances. Les croyances, quelles soient sacrées ou non, étant donnée notre rationalité limitée, sont les hypothèses de nos expérimentations. L'expérience renforce nos croyances en les vérifiant, nos croyances alors affermissent nos pas. Elle les affaiblit si elle ne les vérifie pas, l'incertitude alors s'accroît. Tout se passe comme si à l'expérience nous avons cessé de croire. Nous ne naviguons pas dans le cours des choses, nous surfons sur lui. Cela résonne avec le nihilisme contemporain qui affecte les sociétés de consommation. Exister semble se réduire à consommer. L'ambiance générale nous conforte. Dans son livre *the technological republic*, le patron de Palantir, Alexander C. Karp, affirme :

« Une part importante de nos dirigeants, élus ou non, enseigne et apprend que la croyance elle-même est l'ennemie et que l'absence de croyance en quoi que ce soit, sauf peut-être en soi-même, est la voie la plus sûre vers la réussite. Il en résulte une culture où ceux qui sont chargés de prendre nos décisions les plus importantes – dans de nombreux domaines publics, notamment au sein du gouvernement, de l'industrie et du monde universitaire – sont souvent incertains de leurs propres convictions, voire, plus fondamentalement, de posséder des convictions fermes et authentiques. » (p. 17)

En réalité, le jeu social nous impose des expériences. Certains les font sans y croire, y sont sans y être, parce qu'ils n'en partagent que certains effets dont ils savent qu'ils ne sont pas responsables. La paix sociale peut être partagée,

mais ses fruits très inégalement distribués. L'inégalité peut profiter à tous, mais de manière passive ou active. La société partage ses expériences, mais pas toutes. Elle les distribue d'une certaine manière, elle répartit ses expériences négatives et positives. Ses expériences peuvent la fragmenter, la compétition empêchant les interactions sociales à coopérer et à se coordonner.

... à nos habitudes

Nos habitudes, ces automatismes qui nous épargnent des efforts d'attention et de réflexion, du fait que nous ne les pensons pas collectivement, du fait que nous les subissons, ne coordonnent pas nos actions. Elles les dispersent. Savoir ce que nous font faire nos habitudes, ce pour quoi elles sont attachées, ce pour quoi elles doivent se détacher et se transformer. Nos habitudes font partie de notre équilibre. Nous y sommes attachés. Nous ne devons pas les maltraiter. Une habitude doit céder sa place à une autre habitude pour un nouvel équilibre. Si nous devons les changer, c'est comme une partie de nous-mêmes que nous devons changer. Elles sont pour nous une seconde nature. Un système d'habitudes est au centre de notre équilibre. Changer une habitude c'est introduire un déséquilibre dans le système auquel elle appartient, c'est bousculer d'autres habitudes. Si le déséquilibre conduit à un nouvel équilibre du système par la modification d'autres habitudes, la nouvelle habitude est incorporée, sinon elle est rejetée. Les habitudes rationalisent, automatisent notre expérience, elles sont à la base de nos performances, aussi devons-nous les manipuler avec soin. Pour que la rationalisation soit performance, ce qu'elle est en elle-même, nous devons être dans pleinement dans notre expérience où les habitudes se tiennent toutes ensemble.

Penser nos habitudes dans un contexte changeant est impératif. Le changement bouscule nos habitudes ; de ne pas les avoir pensé, de ne pas avoir vu leur attachement à un contexte particulier, nous ne savons pas les changer, notre réaction est alors de les préserver. Des habitudes ont ne peut se passer, elles sont nécessaires à notre équilibre, elles nous protègent de l'instabilité. Nous continuons d'être attachés aux habitudes courantes d'un temps révolu qui nous empêchent de rationaliser nos vies, parce que nous avons oublié que les habitudes règlent nos vies, et que la vie d'aujourd'hui, n'étant plus la vie d'hier, a besoin de nouvelles habitudes pour être réglée.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

TUNISIE

Eau en bouteille : vers un retour progressif à la normale ?

Alors que les rayons d'eau minérale restent claires-més dans de nombreux commerces et grandes surfaces, les autorités tunisiennes annoncent en ce début septembre un dispositif exceptionnel pour rétablir l'approvisionnement, via une double action des secteurs public et privé.

La pénurie d'eau minérale embouteillée, particulièrement visible ces derniers jours dans les étals des commerces et des grandes surfaces, pourrait progressivement se résorber. C'est en tout cas ce que promet le ministère tunisien du Commerce qui a lancé un plan exceptionnel afin d'augmenter rapidement les volumes disponibles et de reconstituer un stock stratégique en prévision de l'année prochaine.

Selon Ramzi Trabelsi, directeur de l'Observatoire national de l'approvisionnement et des prix au ministère du Commerce, quelque neuf millions de bouteilles ont été distribuées dans le Grand Tunis depuis vendredi dernier. Le rythme atteint environ 2,3 millions de bouteilles par jour, une cadence que les autorités présentent comme suffisante pour amorcer un retour graduel à la normale.

En présence du gouverneur de Tunis, une opération médiatisée a été organisée dans une grande surface de la banlieue nord de la capitale, mais elle ne fait pas que des heureux. A l'extérieur, un commerçant nous interpelle pour nous expliquer que selon lui, « il s'agit d'une injection en partie factice, dans la mesure où de grandes quantités qui nous étaient destinées ont tout simplement été détournées sous escorte policière pour être directement distribuées à la vente ici. Quel est le tort des petits commerces qu'on continue de suspecter de spéculation alors qu'on sait bien que le problème est structurel ? ».

Or l'enjeu ne se limite pas à remplir les rayons. La crise a révélé la fragilité de la chaîne d'approvisionnement face à une forte demande, aux aléas de production et aux difficultés de distribution. L'exécutif cherche donc à combiner une réponse immédiate — l'injection de quantités importantes sur le marché — avec une logique de prévention, via le renforcement des réserves disponibles.

Reste à savoir à quelle vitesse cette amélioration sera perceptible par les consommateurs.

Dans un marché où les ruptures demeurent la règle malgré la baisse des températures, la régularité des livraisons vers les quartiers, les petites surfaces et les grandes enseignes sera déterminante. Le ministère assure toutefois que, si le rythme actuel se maintient, l'approvisionnement devrait retrouver progressivement son niveau habituel.

Agence

CANAL DE SUEZ

L'Egypte exclut tout échange pour réduire la dette publique

Le banquier d'affaires Hassan Heikal a évoqué pour la première fois cette proposition, qu'il appelle « le grand échange », lors d'une interview télévisée le 11 janvier 2026, évaluant le canal à environ 200 milliards de dollars.

Le gouvernement égyptien écarte catégoriquement toute possibilité de transférer, d'échanger ou de donner comme garantie la propriété du canal de Suez à la Banque Centrale d'Egypte (BCE) contre une partie de la dette intérieure, après la circulation d'une proposition en ce sens sur les réseaux sociaux et certains sites d'information, rapporte un communiqué de presse du Conseil des ministres, dimanche 30 août.

« Le canal de Suez n'est pas à vendre, ni à échanger contre une dette », tranche le document. Le Conseil des ministres précise que cette proposition constitue « une vision strictement personnelle » de son auteur et ne représente en aucun cas une orientation ou un projet adopté par le gouvernement.

Le canal constitue, selon le Conseil des ministres, un « aménagement public stratégique à caractère particulier », directement lié à la sécurité nationale et à la souveraineté égyptienne. Il occupe également une place centrale dans l'économie du pays et dans le commerce mondial. Les recettes du canal ont bondi de 23 % pour atteindre 4,6 milliards de dollars au cours de l'exercice 2025/26, selon le président de l'Autorité du canal de Suez.

Le Conseil des ministres a souligné que « les experts et personnalités publiques restent libres de présenter leurs analyses et propositions économiques ». Il appelle toutefois à distinguer ces opinions personnelles des positions officielles de l'Etat, annoncées par les canaux officiels et les autorités compétentes.

Un mécanisme financier déjà rejeté

Si les autorités égyptiennes ont reconnu que « des idées visant à échanger certains actifs publics contre la dette intérieure avaient déjà été étudiées dans le cadre de la recherche de différentes solutions pour gérer et réduire la dette publique et le coût de son service », ces études ont conclu que ce mécanisme n'était pas approprié et ne devait pas être intégré aux politiques ou aux instruments retenus par le gouvernement pour gérer la dette publique.

Le Conseil des ministres explique qu'un transfert d'actifs et de dettes entre différentes entités de l'Etat ne permet pas, à lui seul, de réduire les engagements de l'Etat dans leur ensemble. La gestion de la dette nécessite plutôt une approche globale prenant en compte sa structure, le coût de son service, la liquidité intérieure ainsi que les répercussions sur les politiques monétaire et budgétaire.

La dette : une stratégie à plusieurs leviers

Le gouvernement affirme ainsi privilégier une approche globale pour réduire la dette publique, fondée notamment sur l'amélioration des indicateurs des finances publiques, la réalisation d'excédents primaires durables, l'augmentation des ressources de l'Etat et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

Cette stratégie prévoit également d'allonger les échéances de la dette et de réduire le coût de son service, tout en cherchant à maximiser les revenus tirés des actifs appartenant à l'Etat.

Ces derniers peuvent notamment être valorisés dans le cadre de la politique de propriété de l'Etat, des « programmes de cession d'actifs et des partenariats avec le secteur privé », selon des règles claires et transparentes, avec pour objectif de maximiser leur contribution à l'économie nationale tout en préservant les droits de l'Etat et des générations futures.

Dans ce contexte, le ministère égyptien des Finances a déclaré viser à ramener le ratio dette publique/PIB à moins de 80 % d'ici la fin de l'exercice fiscal en cours, après une réduction de 11 % au cours des deux dernières années

Une exception à la règle

Par ailleurs, le Conseil des ministres a également tenu à distinguer cette proposition de la récente opération de règlement des dettes historiques de l'Autorité nationale des médias envers la Banque d'investissement national, pour un montant de 88,3 milliards de livres égyptiennes.

Selon un communiqué du ministère égyptien

de la Planification et du Développement économique, transmis le 28 août, cette opération incluait le transfert à la Banque d'investissement national de 44 actifs de l'Autorité nationale des médias, principalement des terrains et des bâtiments, pour une valeur de 18,06 milliards de livres égyptiennes (361,2 millions de dollars). L'Etat doit, de son côté, mettre à disposition des terrains lui appartenant pour couvrir le solde restant. Les biens générant des revenus pour l'Autorité nationale des médias ont été exclus de l'opération afin de préserver la situation financière de l'organisation et sa capacité à assurer ses missions.

Selon le gouvernement, cette opération constitue une solution financière et institutionnelle apportée à un cas spécifique, en fonction du cadre juridique et financier des deux entités ainsi que de la nature des actifs et des engagements qui les lient. Elle ne saurait donc être assimilée à un mécanisme général de gestion de la dette publique ni servir de modèle pour de futures opérations de transfert d'actifs de l'Etat en contrepartie de dettes.

A l'origine du « grand échange »

Le promoteur de cette idée d'échange est Hassan Heikal, un banquier d'affaires qui a été codirecteur général d'EFG-Hermès, la plus grande banque d'investissement du monde arabe, jusqu'à sa démission en 2013 après 18 ans au sein de l'entreprise.

Heikal a évoqué pour la première fois cette proposition, qu'il appelle « le grand échange », lors d'une interview télévisée le 11 janvier 2026, évaluant le canal à environ 200 milliards de dollars.

Il a relancé cette idée dans un message publié samedi sur X, citant l'exemple de l'accord de règlement de la dette conclu entre l'Autorité nationale des médias et la Banque nationale d'investissement comme un modèle qui, selon lui, pourrait être appliqué à l'échelle nationale, y compris potentiellement au canal de Suez.

ÉNERGIE

La Libye veut rassurer l'Europe, malgré les fragilités du secteur

Le ministre libyen du Pétrole et du Gaz présente le pays comme un potentiel « acteur clé » de la sécurité énergétique européenne.

La Libye cherche à relancer son secteur des hydrocarbures, après des années d'instabilité et de sous-investissement. Doté de ressources abondantes, le pays, qui fait face à une sous-utilisation des infrastructures et à des risques sécuritaires, tente de renouer avec les investisseurs étrangers.

La Libye veut accroître son rôle de fournisseur d'énergie de l'Europe, alors que les tensions internationales ravivent les préoccupations sur la sécurité des approvisionnements. À Stavanger, en Norvège, le ministre du Pétrole et du Gaz, Khalifa Abdel Sadig, a déclaré le mercredi 26 août que

son pays pouvait contribuer aux solutions recherchées par l'Union européenne après la fermeture du détroit d'Ormuz. C'était dans le cadre de la conférence Offshore Northern Seas (ONS).

Le responsable a présenté la Libye comme un potentiel « acteur clé » de la sécurité énergétique européenne et appelé à renforcer la coopération avec les compagnies internationales et l'UE. Avec les plus grandes réserves prouvées de pétrole d'Afrique et les quatrièmes réserves de gaz du continent, Tripoli veut ramener sa production de brut aux niveaux des années 1970, soit plus du double des niveaux actuels, et accroître sensiblement ses flux gaziers vers l'Europe.

L'Europe offre une fenêtre

Les guerres en Ukraine et en Iran ont contribué à la hausse des coûts de l'énergie dans l'Union européenne, tandis que les prix du gaz ont atteint la semaine écoulée leur plus haut niveau depuis trois ans. Pour Khalifa Abdel Sadig, cette situation doit inciter les responsables européens à accorder davantage d'attention à la Libye, compte tenu de sa proximité avec le marché communautaire. Une ambition qui se dessine après le ralentissement des investissements étrangers provoqué par la guerre civile de 2011, qui a entraîné la chute de Mouammar Kadhafi et laissé le pays divisé entre deux administrations rivales à l'est et à l'ouest.

Agence

SÉNÉGAL

Après l'accord de 2,2 milliards \$ avec le FMI, Dakar ouvre le chantier de la dette

Après deux années marquées par la révélation de dettes jusque-là non déclarées, la dégradation de la note souveraine et un recours accru au marché régional, le Sénégal cherche à stabiliser ses finances publiques. Le retour du FMI intervient alors que le pays fait face à d'importantes échéances de remboursement.

Le Sénégal a franchi mardi 1er septembre, une étape longtemps attendue en trouvant avec les services du Fonds monétaire international (FMI) un accord sur un nouveau programme de financement de 2,2 milliards de dollars sur trois ans. Mais l'autre annonce importante de la journée concerne la dette : Dakar a indiqué qu'il allait demander le traitement d'une partie de son endettement.

Ce que change réellement l'accord avec le FMI

L'accord porte sur une Facilité élargie de crédit de 36 mois pour 1,537 milliard de droits de tirage spéciaux, soit environ 2,2 milliards de dollars et 475 % de la quote-part du Sénégal au FMI. Il reste soumis à l'approbation de la direction et du Conseil d'administration du Fonds. Le Sénégal et le FMI sont parvenus à un accord au niveau des services pour un programme de 36 mois, d'un montant d'environ 2,2 milliards de dollars. Le Sénégal doit également mettre en œuvre des mesures correctives liées aux anciennes déclarations erronées de dette et

obtenir les assurances de financement nécessaires de ses partenaires. Le FMI estime en outre que le programme devrait permettre de mobiliser des ressources supplémentaires auprès de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et d'autres bailleurs de fonds. Au taux de change du 1er septembre, les 2,2 milliards de dollars représentent environ 1 244 milliards FCFA. Une enveloppe importante, mais à mettre en perspective avec les besoins de financement inscrits au budget 2026, qui atteignent 6 075 milliards FCFA. Les deux montants ne sont cependant pas directement comparables : les ressources du FMI doivent être décaissées sur trois ans et non versées intégralement en 2026. L'intérêt du programme est donc moins de couvrir à lui seul les besoins immédiats de Dakar que de remplacer une partie des financements coûteux par des ressources concessionnelles et de rouvrir l'accès à d'autres bailleurs. L'enveloppe est également supérieure à celle du précédent programme. En 2023, le FMI avait approuvé environ 1,53 milliard de dollars dans le cadre de deux faci-

lités, auxquels s'ajoutaient quelque 327 millions de dollars au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité, soit environ 1,85 milliard au total. Le nouveau dispositif est ainsi près de 19 % plus important, même si sa structure diffère. L'accord répond directement à l'un des risques signalés quelques jours plus tôt par Moody's. En abaissant le 28 août la note souveraine du Sénégal de Caa1 à Caa2, l'agence avait estimé que l'absence prolongée de programme avec le FMI avait accru la dépendance de Dakar au marché régional pour couvrir des besoins bruts de financement équivalents à environ 25 % du PIB, augmentant à la fois les coûts d'intérêt et le risque de refinancement. Le retour du FMI réduit donc une partie de cette pression. Il ne règle toutefois pas le problème de fond : Moody's situe la dette publique autour de 100 % du PIB sur son périmètre de référence et estime qu'elle devrait rester proche de ce niveau jusqu'en 2028. Les intérêts absorbent désormais 23,7 % des recettes de l'État, contre 16,1 % en 2023.

R. I.

GUINÉE

A Kada, la promesse d'une nouvelle mine industrielle d'or se renforce

En Guinée, la filière aurifère reste largement portée par l'exploitation artisanale, qui concentre la majeure partie des exportations. Quelques projets industriels contribuent aussi à la production, notamment Siguiri, tandis que de nouveaux actifs pourraient renforcer ce segment. Le projet aurifère Kada héberge désormais 2,08 millions d'onces de ressources minérales en Guinée, soit une hausse de 125 % par rapport aux quelque 923 000 onces précédemment estimées. Son opérateur Asara Resources l'a annoncé lundi 31 août,

soulignant l'importance de cette progression pour faire avancer l'actif vers le développement d'une nouvelle mine industrielle. Principal projet de son portefeuille, Kada est depuis quelques mois au cœur des plans de croissance de la junior minière australienne. Asara indique avoir réalisé 81 361 mètres de forage sur le site depuis la précédente estimation des ressources, publiée en 2023. Le nouveau total, réparti entre les gisements de Mas-san et Bereko, comprend notamment 1,27 million d'onces de ressources minérales « indiquées ».

La progression vers cette catégorie, considérée comme plus fiable que les ressources « inférées » qui dominaient jusqu'ici, constitue selon la société une « base solide » pour l'étude de faisabilité définitive (DFS). Prévue pour le deuxième trimestre 2027, la DFS doit préciser les paramètres techniques et économiques d'une éventuelle exploitation industrielle. Elle constitue une étape déterminante pour préparer le passage au développement du projet, notamment en vue de mobiliser les financements et d'éclairer la déci-

sion finale d'investissement. Si la nouvelle estimation renforce la confiance dans le potentiel de Kada, elle ne suffit toutefois pas à elle seule pour alimenter une DFS. Celle-ci repose généralement sur des réserves exploitables, une catégorie plus avancée et mieux documentée que les ressources minérales. Dans cette perspective, la hausse des ressources indiquées offre à Asara une base pour poursuivre leur conversion, alors que de nouveaux travaux sont déjà prévus sur le site.

R. I.

ANGOLA

Le pays veut produire plus d'un million de barils

Deuxième producteur de pétrole d'Afrique, l'Angola s'efforce depuis plusieurs années de stabiliser une production fragilisée par le vieillissement de ses champs pétroliers producteurs. L'enjeu économique est de taille pour le pays qui a quitté l'OPEP en 2023. En Angola, le ministre angolais du Pétrole, Diamantino Azevedo (photo) a demandé, aux opérateurs pétroliers du pays de dépasser le million de barils par jour (b/j). Ce seuil doit désormais constituer un plancher, non plus une cible, a-t-il indiqué lundi 31 août à Luanda, selon l'agence Lusa. La déclaration est intervenue lors de la cérémonie du 32ème anniversaire du Bloc 15 opéré par la multinationale américaine ExxonMobil, en présence du directeur général de la filiale angolaise Brian Unietis. « Le défi de la stabilisation est désormais surmonté », a sou-

ligné Azevedo. Le ministre a invité les compagnies à intensifier leurs investissements et à négocier de nouveaux blocs avec l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG). Des décrets exécutifs sur de nouveaux périmètres en mer et à terre seront publiés prochainement, a annoncé le ministre, sans en préciser les contours. Il a également appelé les opérateurs à impliquer davantage de prestataires angolais dans la chaîne de production, rappelant que le gouvernement a mis 72 blocs en appel d'offres en neuf ans. Ces attributions « doivent produire des résultats », a-t-il affirmé. Le Bloc 15 illustre le type de résultats qu'Azevedo appelle de ses vœux. ExxonMobil y opère avec Azule Energy (coentreprise de BP et Eni), Equinor et Sonangol, à environ 145 kilomètres des côtes nord-angolaises. Trente ans d'ex-

ploitation ont permis de cumuler quelque 2,7 milliards de barils depuis 1994, et la licence a été prorogée jusqu'en 2037, avec un investissement de 3 milliards de dollars. Le ministre a par ailleurs salué le taux d'emplois et de contrats revenant à des acteurs locaux, qu'il a estimé autour de 95 %.

Un plateau transformé en point de départ

La déclaration du ministre contraste avec les positions officielles assumées en mai dernier. À Londres, Azevedo avait alors fixé comme priorité le maintien du million de barils, a rapporté TRT Afrika. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estimait la production angolaise à 1,07 million b/j en 2025, contre 1,16 million b/j en 2024. En juillet 2025, la production avait plongé à 998 757 b/j, son plus bas niveau depuis

mars 2023, rapportait Agence Ecofin en août 2025. La situation avait été attribuée à des arrêts de maintenance simultanés sur les blocs 15 et 17. L'ANPG a confirmé un rebond à 1,03 million b/j dès le mois d'août, soutenu par TotalEnergies, ExxonMobil et Azule Energy, qui ont réhabilité des puits matures et mis en service de nouveaux gisements satellites. De nouvelles capacités ont depuis renforcé la base de production. TotalEnergies a lancé les projets Begonia et CLOV Phase 3 en juillet 2025, apportant ensemble 60 000 b/j. Azule Energy a mis en service le champ Agogo à 120 000 b/j, et le champ Ndungu a ajouté 60 000 b/j supplémentaires en février dernier. Ces apports consolident un secteur sur lequel repose l'essentiel des finances publiques angolaises.

R. I.

POISSON

Le Nigeria veut transformer son déficit de 2 millions de tonnes en opportunité d'investissement

Alors que la demande intérieure en protéines animales ne cesse de croître sous l'effet de l'urbanisation et de l'expansion démographique, le Nigeria fait face à une dépendance structurelle vis-à-vis de l'étranger pour couvrir ses besoins en poisson, ce qui constitue également une opportunité économique. Le Nigeria cherche à réduire sa dépendance aux importations de poisson, alors que l'offre locale couvre à peine 39 % des besoins nationaux annuels d'une consommation de plus de 3,6 millions de tonnes. Pour y parvenir, le gouvernement a mis en place un comité technique à cet effet le 27 août 2026 à Abuja. Il lui a été donné huit semaines pour proposer une feuille de route claire destinée à stimuler la production, la transformation et la distribution.

Le ministre des Affaires maritimes et de l'Économie bleue, Adegboyega Oyetola, a affirmé que « le Nigeria ne peut plus dépendre autant du poisson importé alors que nous avons les ressources et les compétences humaines nécessaires pour développer la production nationale et renforcer la sécurité alimentaire ». Le déficit de poisson du Nigeria n'est pas seulement un enjeu de sécurité alimentaire. Il constitue aussi un marché potentiel pour le secteur privé local. Le gouvernement fédéral estime actuellement à près de 2,2 millions de tonnes l'écart entre la demande nationale et l'offre disponible chaque année. Réduire les importations, préserver les devises

L'insuffisance de l'offre annuelle en poisson identifiée par le gouvernement nigérian représente d'abord une opportunité de substitution aux importations. Le Nigeria importe d'importants volumes de poisson congelé. En 2025, le pays a dépensé environ 1,2 milliard de dollars US pour importer du poisson, afin de combler son déficit.

Selon le Conseil norvégien des produits de la mer, le montant total des exportations norvégiennes de produits de la mer vers le Nigeria a atteint 524 millions de couronnes norvégiennes (environ 56 millions de dollars) en 2025. Le hareng entier congelé et le maquereau représentant la plus grande part de ces exportations.

Agence

IRAN, PÉTROLE ET TAUX...

Triple peine pour les marchés

Le début de mois est maussade sur les places boursières européennes, prises en étau entre des prix du pétrole qui grimpent encore à la suite de nouvelles frappes sur l'Iran et un marché obligataire qui se tend et dont les rendements attirent de plus en plus d'investisseurs, au détriment du marché actions.

Après deux séances de repli (-0,79% lundi puis -0,39% hier), le CAC 40 est à nouveau en rouge ce matin, cédant 0,3%, autour de 8 277 points. L'indice parisien est notamment plombé par le secteur automobile (-1,7% pour Renault, -1,6% pour Stellantis, -1,5% pour Michelin), dans un contexte de nouvelle hausse des prix des carburants, après l'annonce de nouvelles frappes américaines sur la République islamique.

Comme souvent, Donald Trump n'a pas tardé à rouler des mécaniques, assurant qu'en cas de réponse iranienne, il ne resterait "que très peu de choses" de la République islamique. Pas de quoi impressionner les Gardiens de la Révolution qui ont aussitôt riposté par des tirs de missiles et de drones visant des cibles américaines et alliées en Jordanie, à Bahreïn et au Koweït.

Dans ces conditions, le Brent s'approche de 94 USD le baril, tandis que le WTI a atteint 91,5 USD.

"A l'approche de la saison hivernale, la nouvelle escalade des tensions impliquant l'Iran ajoute une prime de risque géopolitique supplémentaire à des prix mondiaux du pétrole déjà élevés", analyse Frédéric Lorec, spécialiste des hydrocarbures chez AlphaValue.

Le courtier envisage déjà un possible relèvement de ses hypothèses de prix pour 2026 (actuellement fixées à 87 USD le baril pour le Brent et à 55 EUR/MWh pour le gaz européen) si les perturbations actuelles venaient à perdurer.

Face à cette situation, Trump aimerait que les raffineurs américains agissent, car le prix du gallon de diesel menace sa position en vue des élections de mi-mandat. Toutefois, "Il est évident que des groupes comme Valero ne se laisseront pas contraindre à sacrifier leurs bénéfices alors qu'une telle opportunité ne

se présente qu'une fois tous les vingt ans", rappelle Pierre-Yves Gauthier (AlphaValue).

Paris ne fait pas exception : Londres (-0,3%) et Francfort (-0,4%) pâtiennent aussi de cette situation, comme l'ensemble des valeurs du secteur automobile européen qui reculent toutes, globalement, de 1% à 3%.

Le rendement de l'OAT atteint un niveau inexploré depuis 2011

Les marchés actions sont aussi pénalisés par l'envolée des rendements obligataires, avec une OAT à 10 ans qui atteint 4,24%, un sommet inexploré depuis 2011 et la crise de la dette souveraine. De son côté, le rendement du Bund allemand de même échéance atteint 3,36%, tandis que les Treasuries américains sont à 4,78%.

Le compartiment obligataire a été soutenu par le discours de Kevin Warsh, le président de la Fed, lors du sommet de Jackson Hole. Les marchés estiment désormais à 68% la probabilité que la Banque centrale relève ses taux le 16 septembre.

Du côté de la BCE, les investisseurs anticipent un resserrement de 25 pb en septembre. "La véritable question est de savoir s'il s'agira là de l'ajustement définitif", souffle-t-on chez Muzinich & Co.

Les valeurs en mouvement

Dans l'actualité des marchés, Drone Volt (+23%) renforce son partenariat avec la société belge Sol.One autour du développement du système Saboteur UAV et prévoit des prises de participation croisées. Le titre avance de plus de 15% à Paris.

Par ailleurs, Engie (-0,4%) va faire son entrée dans le Stoxx 50, une belle consécration pour l'énergéticien français,

dont la capitalisation frôle 60 milliards d'euros.

Ailleurs en Europe, Ryanair (+1,7%) annonce avoir transporté 22,2 millions de passagers au cours du mois d'août, un chiffre en hausse de 6% par rapport à août 2025, avec un taux de remplissage stable de 96%.

Hugo Boss (+0,4%) a annoncé mercredi que son directoire avait décidé de mettre un terme au programme de rachat d'actions qui avait débuté la semaine passée et qui devait initialement se poursuivre jusqu'au 8 septembre.

Shell Oil Products US a signé un accord visant à faire passer sa participation dans Tri Star Energy, LLC de 33 à 100%. Enfin, Nestlé (-0,8%) fait part d'un accord pour céder son activité de vitamines, minéraux et compléments (VMS) grand public à Yellow Wood Partners pour 1 milliard de dollars (0,8 milliard de francs suisses). La transaction est soumise aux approbations réglementaires applicables et devrait être finalisée d'ici la fin du premier semestre 2027.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 septembre 2026

Valeur : 03 septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.2293	133.2443
1	EUR	EURO		154.4661	154.5234
1	GBP	POUND STERLING		180.3809	180.4745
100	JPY	JAPANESE YEN		83.3777	83.3924
1	CNY	CHINESE YUAN		19.8264	19.8289
1	CHF	SWISS FRANC		164.9082	165.0084
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.0419	96.0804
1	DKK	DANISH KRONE		20.6791	20.6846
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8880	13.8919
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2450	14.2487
1	AED	UAE DIRHAM		36.2746	36.2806
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4833	35.4892
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.6891	433.8792
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.3140	45.7694
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3912	14.3928
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9151	21.0224
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3258	3.3361
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.3844	182.3844

POINT-MARCHÉS

L'Europe poursuit sa consolidation, les tensions géopolitiques pèsent

Les Bourses européennes devraient prolonger leur mouvement de repli mercredi dans les premiers échanges en réaction à la poursuite de la remontée des rendements obligataires et des cours du pétrole, dans un contexte marqué par une reprise des hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran. Selon les premières indications disponibles, le CAC 40 se dirige vers un recul de l'ordre de 0,3%, le DAX est attendu sur des pertes de l'ordre de 0,5% et l'Euro STOXX 50 perd 0,4% en préouverture.

La détérioration de la situation au Moyen-Orient rend les marchés prudents, l'armée américaine ayant conclu dans la nuit une série de frappes contre l'Iran, la deuxième en quelques jours, ce qui a conduit Téhéran à répliquer en visant plusieurs bases US situées en Jordanie, en Irak et à Bahreïn.

Dans ce contexte géopolitique tendu, les investisseurs devraient reprendre leur souffle en attendant d'y voir plus clair, surtout après le bon parcours réalisé cet été.

Depuis son pic du 11 août dernier, le CAC a perdu près de 4,9%. L'indice parisien n'affiche plus qu'un gain de 1,8% depuis le début de l'année. De son côté, l'Euro STOXX 50 a mieux résisté, mais vient tout de même d'aligner trois séances de repli sur quatre. Il cède maintenant plus de 3% depuis son record du 12 août.

Des investisseurs de plus en plus sur leurs gardes

L'ampleur de la baisse alimente logiquement le débat sur l'amorce d'une simple consolidation ou le risque d'une tendance baissière plus durable dans un contexte de resserrement des politiques monétaires aux Etats-Unis comme en Europe. "L'absence de nouveaux catalyseurs haussiers, couplée à la résurgence des craintes inflationnistes, complique la tâche des investisseurs à la recherche d'arguments solides pour repasser à l'achat", explique Andreas Lipkow, le responsable de l'analyse marché chez CMC Markets à Lon-

dres. "Cela ne se traduit pas encore par des dégagements massifs ou désordonnés", tempère-t-il toutefois. "Le marché s'inscrit plutôt dans une sorte de dérive baissière progressive, portée par des prises de bénéfices ciblées. La question centrale est désormais de déterminer quel est le niveau de valorisation qui saura susciter un réel regain d'intérêt acheteur et déclencher un redémarrage significatif des flux d'investissement", indique le professionnel. Conséquence, les acheteurs préfèrent pour l'instant se tenir à l'écart du marché, laissant ainsi la main aux vendeurs, d'autant que la remontée des taux longs dégrade l'attractivité relative des actions. La hausse des rendements obligataires s'est d'ailleurs amplifiée hier soir à Wall Street, avec des Treasuries qui crevaient tous les plafonds ou presque. Le taux à dix ans américain a franchi à la hausse le seuil de 4,80%, un nouveau pic de quasiment trois ans. Le 30 ans se tend quant à lui à 5,27%, au plus haut depuis 2006.

Parallèlement, le renchérissement de l'énergie vient un peu plus noircir la conjoncture économique et les perspectives en matière d'inflation. Du fait du regain de tensions dans le Golfe, le baril de Brent s'adjuge près de 0,9% autour de 95,5 dollars tandis que le brut léger américain avance de 0,5% à 90,7 dollars.

Le Brent en direction des 100 dollars

Si le pétrole continue de franchir péniblement le détroit d'Ormuz, de nombreux signes de pénurie commencent à apparaître, comme en témoignent la hausse des prix de l'essence aux Etats-Unis, la cherté du diesel en Europe ou les rationnements en Russie. La hausse du prix du gaz est encore plus conséquente. En Europe, le prix du MWh en Europe a atteint, au-delà de 68 euros, son plus haut depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ce niveau est surtout bien supérieur aux hypothèses formulées par la BCE dans son dernier scénario de référence.

Au vu de l'instabilité de la situation au Moyen-Orient, le pétrole semble bien parti pour renouer avec ses sommets du 21 août, ce qui pourrait ouvrir la voie à des cours nettement plus élevés.

D'après les analystes techniques, un retour vers le seuil des 100 dollars, qui n'avait plus été atteint depuis le 23 juillet, est désormais envisageable, avec en ligne de mire la zone des 117 dollars, c'est-à-dire les sommets inscrits début mai.

Les échanges pourraient un peu s'animer dans la journée avec la publication de plusieurs indicateurs économiques importants aux Etats-Unis, en attendant les résultats de Broadcom ce soir. L'enquête ADP, suivie de près par les investisseurs, paraîtra à 14h15. Les chiffres de commandes industrielles et des stocks hebdomadaires de pétrole suivront par la suite. Mais au-delà des annonces prévues aujourd'hui, ce sont évidemment les chiffres de l'emploi attendus ce vendredi qui compteront le plus.

Agence

TURQUIE

L'économie progresse de 2,3 % au deuxième trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) a également augmenté de 1,1 % par rapport au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières et calendaires, selon l'Institut turc de la statistique (TurkStat).

Parmi les différentes branches d'activité, l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont enregistré la plus forte croissance annuelle, avec une hausse de 13,3 % de leur valeur ajoutée entre avril et juin. Le secteur de l'information et de la communication a progressé de 8,6 %, tandis que l'administration publique, l'éducation, la santé humaine et l'action sociale ont enregistré une croissance de 4 %. La valeur ajoutée a également augmenté de 3,2 % dans les autres activités de services, de 2,4 % dans l'industrie, ainsi que de 2,1 % dans les activités financières et d'assurance et dans l'immobilier. Les activités professionnelles, administratives et de soutien ont progressé de



2 %, tandis que le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration ont affiché une hausse de 0,5 %. La construction est le seul grand secteur à avoir enregistré une contraction, avec un recul de 1,9 % sur un an.

À prix courants, le PIB de la Türkiye a augmenté de 36 % sur un an, pour atteindre 19 870 milliards de livres turques (environ 438,35 milliards de dollars) au deuxième trimestre. Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 3,5 % en volume sur un an, tandis que celles des administrations publiques ont reculé de 1,8 %. La formation brute de capital fixe, qui constitue un indicateur de l'investissement, a augmenté de 0,6 % par rapport à la même période de l'année précédente. Enfin, les exportations de biens et services ont diminué de 3,4 % sur un an, tandis que les importations ont reculé plus fortement, de 6,4 %.

R.I

ESPAGNE

Le gouvernement prolonge le « plan intégral de réponse à la crise au Moyen Orient »

Le retrait progressif des mesures réduisant la fiscalité énergétique, sous différentes modalités, aura un coût estimé d'1,3 Md€ : La réduction de l'impôt sur les hydrocarbures est retirée progressivement et passera à 0,15 €/L en juillet, 0,10€/L en août, puis 0,05 €/L en septembre. Cette réduction pourra être automatiquement haussée à 0,20 €/L en août et septembre si la différence de l'IPC des

carburants de juin ou de juillet 2026 est supérieure de 15% par rapport aux mêmes mois de 2025 (coût estimé de 0,9 Md€ en moindres recettes). La réduction de la TVA sur le gaz naturel, les briquettes, les granulés, l'essence, le gazole, les biocarburants et l'électricité au taux réduit de 10% au lieu du taux ordinaire de 21% n'est pas reconduite. Elle sera uniquement appliquée en août et/ou en septembre pour le gaz

naturel et l'électricité si la différence de l'IPC de chacune de ces catégories en juin et/ou juillet est supérieure de 15% par rapport aux mêmes mois de 2025. La réduction de l'impôt spécial sur l'électricité au minimum de 0,5% au lieu du taux ordinaire de 5,1% n'est pas reconduite. Elle sera uniquement appliquée en août et/ou en septembre si la différence de l'IPC de l'électricité en juin et/ou juillet est supé-

rieure de 15% par rapport aux mêmes mois de 2025. La suspension de l'impôt sur la valeur de la production d'énergie électrique incorporée dans le système électrique, normalement à 7%, deviendra structurelle. Cet impôt sera ainsi progressivement réduit jusqu'à sa disparation complète en 2028 (coût de 0,3 Md€ en moindres recettes cette année ou de 2,7 Md€ entre 2026 et 2028).

Agence

CHINE

Pékin réduit ses importations de pétrole

La Chine a utilisé ses vastes réserves pétrolières pour atténuer les conséquences du conflit au Moyen-Orient, qui perturbe l'approvisionnement énergétique mondial. Avec des réserves estimées entre 1 et 1,4 milliard de barils – soit près de 600 millions de barils de plus que les États-Unis (selon certaines estimations) – la Chine a réduit ses importations de pétrole brut de 23 % entre mars et juillet 2026. Cette mesure a

contribué à limiter la hausse des prix mondiaux du pétrole. Pour ce faire, à partir de mai 2026, la Chine a commencé à puiser dans ses réserves de pétrole à un rythme moyen de 700 000 barils par jour. Simultanément, le gouvernement chinois a drastiquement réduit ses exportations de carburant, entraînant une chute de 93 % des exportations d'essence au deuxième trimestre 2026, une baisse de 25 % des exportations

de gazole et une réduction de 50 % des exportations de kérosène par rapport à la même période de l'année précédente. Le volume de pétrole brut traité par les raffineries en juin et juillet a également chuté à environ 12,5 millions de barils par jour, contre plus de 15 millions de barils par jour avant le conflit au Moyen-Orient. Au fil des ans, la Chine a réduit sa dépendance au pétrole importé en développant les

énergies propres, qui ont contribué à hauteur d'environ deux cinquièmes à sa production d'électricité au premier semestre. Toutefois, le déclin de l'activité de raffinage continue de peser sur l'économie. Selon Macquarie, le ralentissement du secteur pétrolier et pétrochimique expliquerait jusqu'à 90 % du recul de la production industrielle chinoise au deuxième trimestre 2026.

VENEZUELA

L'Assemblée nationale approuve l'accord pétrolier avec les Etats-Unis

L'Assemblée nationale du Venezuela, où le pouvoir dispose de la majorité absolue, a entériné l'accord "historique" sur le pétrole avec les Etats-Unis qui vont prendre le contrôle de 17 gisements. Le "soutien au traité énergétique binationnel entre la République bolivarienne du Venezuela et les Etats-Unis d'Amérique (...) est approuvé", a déclaré le président de l'Assemblée Jorge Rodriguez, après un vote à main levée.

L'accord pétrolier présenté comme "historique" par le président Donald Trump vendredi et confirmé le lendemain par Mme Rodriguez permet aux Etats-Unis d'exploiter 17 champs pétrolifères vénézuéliens avec un potentiel de production évalué à 65 milliards de barils. Le Venezuela considère qu'il en retirera des gains de 209 milliards de dollars sur 25 ans. Le ministre américain de l'Energie,

Chris Wright, devait arriver au Venezuela dans la soirée, probablement pour signer cet accord mercredi. "A qui sert ce pétrole sous terre ? A ceux qui veulent que le réseau électrique continue de tomber en panne, à ceux qui veulent que nous ne puissions pas construire les hôpitaux que nous voulons et que nous avons besoin de construire, à ceux qui veulent que nous ne construisions pas davantage d'écoles et à ceux qui veulent que nous

ne payions pas de salaires dignes", a lancé Jorge Rodriguez. "Le Venezuela possède les premières réserves de pétrole (du monde, ndlr) et c'est le 20e pays à l'exporter. Le numéro 20 ! Et il y a ceux qui veulent que cet état de choses se poursuive", a-t-il encore dit, précisant qu'il fallait attendre la signature du contrat pour en avoir le contenu exact.

APS

SELON LE BBC L'économie britannique s'améliore mais les entreprises restent prudentes sur l'investissement

L'économie britannique s'améliore mais les entreprises restent prudentes sur l'investissement, selon la BCC. L'économie du Royaume-Uni devrait croître un peu plus rapidement que prévu en 2026 après avoir résisté au choc initial de la guerre en Iran, mais les entreprises demeurent prudentes en matière d'investissement, ont déclaré mardi les British Chambers of Commerce (BCC). 'Nos dernières prévisions brossent un tableau incertain pour l'économie britannique. Les entreprises ont absorbé un autre choc géopolitique majeur et ont fait preuve d'une réelle résilience', a déclaré David Bharier, directeur adjoint de l'économie et des perspectives de la BCC. 'Cependant, la croissance reste atone et repose sur la consommation, et non sur l'investissement.. La BCC a indiqué qu'elle prévoit une expansion de l'économie de 1,0% en 2026, un chiffre légèrement supérieur à la précédente prévision de 0,9% de croissance établie en juin. L'investissement des entreprises devrait reculer de 0,2% cette année, une baisse moins marquée que la précédente prévision qui tablait sur une chute de 2,2%. L'investissement devrait croître de 0,4% en 2027. L'inflation devrait atteindre un pic de 3,6% d'ici la fin de l'année, contre 3,8% lors des prévisions précédentes. La BCC a précisé que la hausse des coûts de l'énergie pour les ménages, causée par la guerre en Iran, et le risque d'une augmentation des prix alimentaires due à la sécheresse de cet été étaient les principaux moteurs de l'inflation. Le chômage devrait atteindre 5,0% d'ici la fin de l'année 2026 et s'établir à 5,4% l'année prochaine. Le chômage des jeunes devrait atteindre un sommet de 17,6% en 2027. Les exportations britanniques devraient croître de 0,4% en 2026, reflétant une certaine détente des tensions au Moyen-Orient, avant de progresser plus rapidement en 2027 et 2028.

Agence

TIM COOK

Ses 15 années à la tête d'Apple en 10 succès et échecs

Après quinze années à la tête de la marque à la pomme, Tim Cook cède sa place. L'icône remplaçant du fondateur Steve Jobs aura marqué son histoire, par des chiffres parfois impressionnants, mais aussi quelques échecs.



Ça ne sera plus "Good Morning", mais "Good Bye", enfin presque. Tim Cook cède sa place de CEO d'une des entreprises à la valorisation boursière les plus élevées du monde à John Ternus. Tim Cook reste tout de même dans l'équipe dirigeante de l'entreprise californienne, et s'occupera notamment des négociations avec les chefs d'États. C'est l'occasion de revenir sur sa carrière chez Apple, avec ses succès, mais aussi ses échecs. Par-delà les belles promesses, certaines ne se sont pas toujours montrées fructueuses. Cependant, certains chiffres donnent le vertige et témoignent de la réussite commerciale qu'il a su opérer pour l'entreprise qui fête cette année ses 50 ans. Si nous n'évoquerons pas le Air Power, les succès ont pour la plupart gommé les échecs, mais pas tous.

La transition vers Apple Silicon

S'il y a bien une chose que l'on doit à Tim Cook, c'est la transition des puces Intel sur les Mac vers les puces conçues et développées par Apple. Les fameuses puces Apple Silicon, sous la gamme "M", ont été lancées avec la puce M1 en 2020. Le gain de performances est important, l'autonomie a fait un bond en avant, et la marque à la pomme peut s'affranchir des contraintes liées aux cycles de développement d'Intel. Six générations de puces M ont été commercialisées, la dernière (M6) étant la première gravée en 2 nm. En 2023, Apple a achevé cette migration.

Le développement des services

À son arrivée, Tim Cook a dû faire face à un défi : l'iPhone représentait la moitié des revenus d'Apple, un pari risqué si jamais les ventes venaient à s'effondrer. Pour diversifier l'activité, il a mis l'accent sur les services. Sous sa direction, l'App Store, lancé en 2008, est devenu une source majeure de revenus, derrière l'iPhone. iCloud, annoncé par Steve Jobs en 2011, a été déployé sous l'ère Tim Cook. Par la suite, Apple a lancé Apple Pay en 2014, Apple Music en 2015, puis en 2019, une série de nouveaux services : Apple TV+, Apple Arcade, Apple News+ (non disponible en France) et une carte de crédit Apple (non disponible en France). Plus tard, Fit-

ness+ et l'abonnement Apple One, qui regroupe plusieurs services, ont vu le jour. En 2025, les services ont généré 100 milliards de dollars de revenus.

Des objets connectés dédiés à la santé

Apple a élargi sa gamme de produits sous Cook avec l'Apple Watch (2015), passée d'un accessoire pour iPhone à un dispositif de suivi santé capable de réaliser des ECG, de détecter des rythmes cardiaques irréguliers ou des apnées du sommeil. Les AirPods, lancés en 2016, ont marqué l'entrée d'Apple sur le marché des écouteurs sans fil. En 2019, Cook a déclaré que la contribution la plus importante d'Apple à l'humanité pourrait être dans le domaine de la santé.

Vers les 1000 milliards de dollars

En 2018, sous la direction de Cook, Apple est devenue la première entreprise américaine à atteindre une capitalisation boursière de 1 000 milliards de dollars. Depuis, elle a franchi les seuils des 2 000, 3 000 et 4 000 milliards, grâce à une gestion rigoureuse de la chaîne d'approvisionnement et à une rentabilité accrue.

S'inscrire en référence de la vie privée

S'il y a bien une marque dont on parle quand on évoque la protection de la vie privée, c'est sans nul doute la marque à la pomme. En 2015, Apple a refusé de créer une backdoor dans l'iPhone 5C d'un des auteurs de l'attentat de San Bernardino, au nom de la protection des données des utilisateurs. Cook avait alors expliqué que cette demande aurait des "implications bien au-delà de cette affaire judiciaire". Plus récemment, Apple a contesté au Royaume-Uni une demande similaire concernant les données iCloud chiffrées. L'entreprise a aussi ajouté des fonctionnalités comme Private Relay, Advanced Data Protection et Private Cloud Compute pour sécuriser les requêtes d'IA.

Un Vision Pro trop élitiste ?

Si le patron d'Apple a eu ses succès notables, il a également essuyé quelques échecs. C'est le cas notamment du Vision Pro. Lancé en 2024, il était censé révolutionner

l'interaction avec la technologie. Cependant, son prix supérieur à 3500 dollars et ses cas d'usage limités ont freiné son adoption. En décembre 2025, le Financial Times rapportait qu'Apple réduisait la production et le marketing du produit en raison de ventes décevantes. Des licenciements massifs auraient été effectués, et le volet du gaming du produit aurait été abandonné.

Une voiture autonome ? On a rien vu

Dès 2014, Apple travaillait secrètement sur Project Titan, un véhicule autonome. En 2017, Cook avait confirmé que l'entreprise se concentrerait sur les "systèmes autonomes", évoquant explicitement les voitures sans conducteur. Pourtant, après plus de 10 milliards de dollars investis, Bloomberg rapporte qu'Apple aurait abandonné le projet en 2025 et dissous l'équipe de 2 000 personnes. Depuis, Xiaomi a dépassé la marque à la pomme en lançant effectivement ses véhicules électriques.

Siri et Apple Intelligence

Siri, lancé peu après l'arrivée de Cook, a rapidement montré ses limites face à la concurrence. Malgré des améliorations (voix plus naturelle, nouvelles fonctionnalités), l'assistant vocal n'a jamais tenu toutes ses promesses. En 2024, Apple a annoncé une version plus conversationnelle de Siri, alimentée par l'IA, mais son déploiement a été reporté à plusieurs reprises. En mars 2025, l'entreprise reconnaissait que le développement prenait plus de temps que prévu. Par ailleurs, Apple a remplacé son responsable IA, John Giannandrea, et a accepté de payer 250 millions de dollars pour avoir induit en erreur les clients sur les capacités de Siri. La nouvelle version, basée sur une version personnalisée de Google Gemini, devrait finalement sortir à l'automne 2026.

Un combat contre Epic Games

En 2020, Epic Games a poursuivi Apple pour avoir retiré Fortnite de l'App Store après que l'éditeur ait contourné le système de paiement d'Apple. Ce procès a révélé les efforts d'Apple pour maintenir son contrôle sur l'App Store et les commissions perçues. Les réglementations européennes ont ensuite contraint Apple à autoriser des boutiques d'applications alternatives, mais avec des conditions complexes. Bien qu'Apple affirme avoir résolu ses désaccords avec l'UE, les tensions persistent, et les développeurs continuent de critiquer les règles strictes de la plateforme.

Apple Maps : des débuts compliqués

En 2012, Apple Maps a été lancé dans un état très imparfait : des détails manquants, des villes comme Londres ou Tokyo quasi vides, des monuments mal placés. Cook a présenté des excuses publiques, et Apple a ensuite adopté une approche de bêta publique pour tester les mises à jour. Malgré ce départ difficile, l'application s'est progressivement améliorée pour devenir une référence dans le domaine.

L'IA à tout prix ! SpaceX se lance dans la conception des turbines à gaz

D'après Elon Musk, l'énergie solaire ne suffira pas, du moins pour l'instant, pour nourrir l'appétit énergétique colossal de l'intelligence artificielle (IA). Privilégiant le gaz, SpaceX a donc décidé de fabriquer elle-même une pièce clé des turbines, jusque-là réservée à une poignée d'industriels dans le monde. Dans une vaste enquête, The Information a révélé l'existence d'une mystérieuse fonderie en construction à Bastrop, au Texas, sur un terrain acquis par SpaceX entre mars et juin. Celle-ci est en réalité destinée à la construction de pales de turbines à gaz, juste à proximité de Terafab, la future usine géante de semi-conducteurs de l'homme le plus riche du monde. Une nouvelle confirmée par Elon Musk sur X.com, anciennement Twitter. S'il assure que ses entreprises construiront des usines de panneaux solaires à un rythme effréné, le gaz naturel restera nécessaire encore plusieurs années pour répondre à la demande, explique-t-il. Pour la protection de l'environnement, on repassera...

Un avantage clair sur la concurrence

L'entrepreneur estime que produire ses propres pales permettrait à SpaceX de gagner jusqu'à 18 mois sur la mise en service de ses turbines. De quoi changer la donne pour l'industrie : ces pièces doivent résister à des températures d'environ 800 degrés de plus que le point de fusion du métal dans lequel elles sont coulées. Une prouesse rendue possible uniquement par des canaux de refroidissement internes et un revêtement thermique très spécifique. En effet, dans ce contexte, chaque pale doit en plus être coulée comme un seul cristal, sans la moindre soudure, au risque de se fissurer sous la chaleur. Ce savoir-faire est aujourd'hui détenu par seulement quatre entreprises dans le monde, toutes déjà débordées. En internalisant cette production, SpaceX s'offre donc un avantage rare : une capacité industrielle qu'aucun concurrent de l'IA ne peut copier rapidement.

Toute l'industrie court vers le gaz

La tendance est claire. Depuis plusieurs mois, Elon Musk se tourne massivement vers les énergies fossiles. Le milliardaire a discrètement racheté APR Energy, spécialiste des turbines mobiles, pour alimenter les data centers de SpaceXAI. Et en Louisiane, l'entreprise s'apprête à raccorder sa future base de Starbase à un gazoduc pour sécuriser son approvisionnement énergétique sur le long terme. À noter que ce virage n'est pas isolé dans l'industrie. Amazon, Meta, OpenAI et Microsoft misent eux aussi massivement sur le gaz pour alimenter leurs data centers, faute de pouvoir attendre les délais du réseau électrique classique. En conséquence, les fabricants de turbines affichent déjà des carnets de commandes pleins jusqu'en 2030. Les conséquences de cette course au gaz pourraient s'avérer très néfastes. L'exemple des centres de données Colossus le prouvent : les riverains se plaignent d'un bruit assourdissant constant, ainsi que d'un impact direct sur leur santé. Des émissions de composés toxiques ont ainsi été recensées, associées à des risques respiratoires et cardiovasculaires. En parallèle, Donald Trump a fait savoir aux communautés qui refusaient de voir s'installer ces monstres de calcul dans leur quartier qu'ils seraient « pauvres et arriérés »...

Tesla veut convaincre l'Europe que son système de conduite autonome est sûr mais ses propres chiffres ne prouvent rien

Autorisé dans cinq pays de l'Union européenne, le FSD (Supervised) de Tesla pourrait franchir une étape importante cet automne. À quelques semaines d'un possible vote européen, le constructeur rend publiques les données utilisées pour convaincre les autorités de la sécurité de son système. Cela aurait pu être une manière de jouer la transparence et de mettre la pression sur les régulateurs si les chiffres n'avaient pas été tronqués.

Le FSD de Tesla compte parmi les systèmes de conduite semi-autonome les plus poussés, mais il ne peut toujours pas être utilisé librement dans toute l'Europe. Pour convaincre les autorités de l'autoriser plus largement, le constructeur doit notamment démontrer que certains de ses comportements, qui s'écartent du cadre réglementaire actuel, ne dégradent pas la sécurité. Alors Tesla vient justement de rendre public un élément important du dossier avec lequel il compte y parvenir.

Le constructeur a mis en ligne son "FSD Evidence Dashboard", qui rassemble les données et études utilisées pour défendre la sécurité de son système auprès des autorités européennes. Ce dossier avait déjà été transmis aux États membres après l'approbation accordée en avril par le RDW, l'organisme néerlandais chargé de l'homologation des véhicules. La mise en ligne de cette publication est un vrai changement car début août, nous expliquions encore qu'une partie des éléments permettant d'évaluer les performances du FSD restait confidentielle, malgré le feu vert accordé par les Pays-Bas. Mais Tesla ne lève pas aujourd'hui toute cette opacité : il ne publie ni le code de son système ni l'intégralité des résultats détaillés des essais indépendants du RDW. Il rend en revanche accessible une partie importante de l'argumentaire avec lequel il entend convaincre l'Europe. Et le calendrier n'y est sans doute pas pour rien dans cette soudaine envie de transparence. Le FSD (Supervised) est aujourd'hui autorisé aux Pays-Bas, au Danemark, en Belgique, en Estonie et en Lituanie. Tesla veut désormais étendre son déploiement dans l'Union européenne et obtenir plusieurs dérogations aux règles actuelles, notamment pour permettre au système d'effectuer certaines manœuvres de lui-même ou d'adapter

sa vitesse au trafic environnant. Un vote européen pourrait intervenir en octobre.

Des milliards de kilomètres pour convaincre l'Europe

Les chiffres mis sur la table ont de quoi impressionner. Tesla s'appuie notamment sur plus de 3 milliards de kilomètres parcourus avec le FSD en Amérique du Nord en 2025. Selon ses calculs, les collisions majeures seraient entre 40 et 69 % moins fréquentes selon le type de route lorsque le système fonctionne, par rapport à des Tesla conduites manuellement avec leurs aides de sécurité actives.

Cette comparaison corrige certains des biais reprochés aux précédentes statistiques du constructeur. Tesla avait notamment été critiqué pour avoir confronté ses voitures récentes et très équipées à l'ensemble du parc automobile américain, dont l'âge moyen dépasse douze ans. Cette fois, le constructeur compare davantage ses voitures entre elles, avec ou sans FSD, et distingue les différents types de routes.

En Europe, Tesla avance environ 1,6 million de kilomètres parcourus par sa flotte dans huit pays sans qu'aucune collision majeure ou mineure observée ne soit, selon lui, attribuable au FSD. Plus de 230 000 scénarios ont également été testés sur des parcours fixes dans six villes, dont Paris, avec un taux de réussite qui serait proche de 99 %. Le RDW a de son côté mené ses propres essais pendant dix-huit mois, sur piste et sur route ouverte, avant de juger le système au moins aussi sûr que les autres aides à la conduite.

Des chiffres encourageants, mais pas une preuve absolue



Tesla reconnaît lui-même une limite importante à sa démonstration : ses études ne prennent pas en compte tous les facteurs qui peuvent influencer les résultats, comme la météo, le trafic, l'heure ou la difficulté des situations rencontrées. Or les conditions dans lesquelles les conducteurs utilisent le FSD peuvent différer de celles où ils conduisent eux-mêmes, ce qui peut influencer la comparaison. Le constructeur présente donc ces résultats comme des observations statistiques et non comme la preuve que l'utilisation du FSD provoque directement la baisse du nombre d'accidents constatée. Une grande partie des données reste par ailleurs collectée et analysée par Tesla pour évaluer son propre système. La publication du tableau de bord ne rend pas non plus accessibles tous les résultats détaillés des essais indépendants du RDW, dont la confidentialité soulevait encore des questions début août.

Il ne s'agit pas pour autant de balayer les chiffres avancés, d'autant que le régulateur néerlandais a effectué ses propres vérifications. Mais il reste une différence entre disposer de résultats suffisamment convaincants pour autoriser un système et démontrer indépendamment qu'il réduit effectivement les accidents dans les proportions annoncées par son constructeur.

Tesla répond directement aux réserves françaises

La France fait justement partie des pays qu'il reste à convaincre. En juillet, le ministre des Transports Philippe Tabarot avait justifié le refus français par deux réserves principales : la possibilité pour le FSD de dépasser les limitations de vitesse et sa capacité à s'assurer que le conducteur reste suffisamment attentif. Deux sujets auxquels Tesla répond désormais directement.

Le cas de la vitesse résume assez bien le problème. Tesla a analysé 708 situations européennes dans lesquelles son système dépassait la limitation détectée. Dans 98 % des cas les plus rapides, la voiture roulait néanmoins à une vitesse égale ou inférieure à celle du trafic environnant. Le constructeur veut ainsi montrer que son FSD s'adapte à la circulation réelle. Mais suivre les autres automobilistes lorsqu'ils roulent trop vite ne signifie évidemment pas respecter la limitation.

Sur la vigilance, Tesla affirme constater 67 % d'événements associés à la fatigue en moins sur autoroute avec le FSD qu'en conduite manuelle. Le résultat nourrit son argumentaire sans régler toute la question réglementaire : le FSD reste une aide à la conduite de niveau 2 et son conducteur reste dans l'obligation de surveiller la route en permanence.

C'est finalement ce paradoxe que l'Europe devra trancher. Un système peut afficher de très bons résultats statistiques sans respecter exactement le cadre réglementaire dans lequel il doit fonctionner. Tesla apporte désormais davantage d'éléments pour défendre son FSD, mais il les publie aussi au moment où les États membres s'apprentent à décider de son avenir européen. Il vient d'abattre ses cartes. Reste à savoir si elles suffiront.

Le Kia PV5 dans tous ses états



Chez Kia, la gamme des utilitaires électriques PV5 s'étoffe encore un peu plus et poursuit sa croissance avec plusieurs nouveaux modèles et versions dont l'attendu fourgon compact ou le Passenger 7 places. Commençons ces présentations par le petit nouveau, le PV5 Cargo L1H1. Ce fourgon compact arrive sur le marché un an après le L2H1, le fourgon presque moyen puisque se situant entre un Renault Kangoo et un Trafic. Ici, pas de demie mesure. Le PV5 L1H1 est un vrai fourgon compact. Long de 4,50 mètres, il affiche, à deux centimètres près, la même longueur qu'un Renault Kangoo. La zone de chargement, qui conserve sa curieuse architecture avec un profond décaissement, affiche une longueur utile d'un peu plus de 2 mètres (2,05 m pour être précis) et une hauteur utile de 1,52 m. Quant à la largeur

utile, elle est au maximum de 1,56 m. Ces données apportent un volume utile de 4 m³, assez nettement supérieur à la concurrence puisqu'un Renault Kangoo dispose de « seulement » 3,3 m³ de volume utile. La charge utile de ce PV5 est de 800 kilos avec la batterie M (standard) et de 695 kilos avec la batterie L (grande autonomie). Le PTAC est dans tous les cas de 2 650 kilos. Le PV5 L1H1 est donc proposé avec deux tailles de batterie. La M, d'une capacité de 51,5 kWh, apporte une autonomie de 286 kilomètres WLTP. Cette version, équipée d'une motorisation de 122 chevaux, est disponible avec un unique niveau de finition, appelé Essential. Le prix de vente de ce modèle est de 32 100 € HT. Le PV5 L1H1 doté de la batterie L, d'une capacité de 71,2 kWh pour une autonomie de 392 kilomètres, dispose d'une motorisation de 163 chevaux. Il est

proposé avec les deux niveaux de finition, Essential et Plus. Les prix de ce PV5 sont de 35 400 € HT en Essential et de 36 900 € HT en Plus.

Jusqu'à 7 personnes

Autre PV5, autre univers. Le PV5 Passenger est la version destinée au transport de personnes comme aux familles. Jusqu'alors proposé en cinq places, le voici désormais disponible en sept places avec une configuration 2-2-3. S'il s'adresse en priorité aux professionnels, navettes aéroports ou hôtelière, taxis ou VTC, ce PV5 Passenger 7 peut également intéresser les grandes familles. Réalisé sur la version longue, il est doté de série de deux portes latérales coulissantes. Kia souligne que « son seuil d'accès bas de 399 mm, associé aux portes coulissantes, facilite l'accès à la deuxième comme à la troisième ran-

gée ». Le volume du coffre est de 318 litres derrière la troisième rangée, et même de 785 litres une fois cette troisième rangée rabattue. Comme pour les versions Cargo, la version Passenger est proposée avec deux tailles de batteries au choix. La M est couplée au moteur de 122 chevaux et la L dispose du 163 chevaux. Le Kia PV5 Passenger M est vendu à partir de 41 450 € TTC en finition unique Essential. Le Passenger L est à partir de 45 450 € TTC en Essential et 47 000 € TTC en Plus.

Benne ou frigorifique

Changeons de nouveau d'univers avec les PV5 transformés qui sont réalisés sur la base du fourgon ou du châssis-cabine. Kia a agréé quelques aménageurs et équipementiers européens et les véhicules convertis sont vendus directement par la marque.

Ainsi en est-il par exemple du PV5 benne. Il est réalisé par le carrossier Gruau, installé près de Laval en Mayenne. Puisqu'il a obtenu l'agrément européen de Kia, ce véhicule se voit commercialiser dans l'ensemble des pays européens. Sur la base d'un châssis-cabine L2, ce PV5 est équipé d'une benne triverse en aluminium, matériau choisi pour sa résistance et sa légèreté. La charge utile est de 805 kilos.

Une autre version européenne, le PV5 Box réfrigéré, est réalisé par le spécialiste français Lamberet. De son côté, Sortimo propose un PV5 équipés de racks de rangement. À l'échelle nationale, d'autres aménageurs comme Stiram et Jocquin pour les bennes ou MDP Utilitaires pour les aménagements intérieurs travaillent sur le PV5.

Mots fléchés

MODIFIE LA HAUTEUR ANCÊTRE DU PIANO		PARTIE DE L'OEIL FAIT VIBRER LES CORDES		QUOTE-PART MORCEAU POUR SCHUBERT		À MOITIÉ NOIRES VAGUE SPORTIVE		INSTRUMENT POUR CASSE- NOISETTE OU HARRY POTTER		TÉNOR ITALIEN		SONATE À REFRAIN MÈNE À LA BAGUETTE		PETIT CUBE COLLECTÉS		COUPÉ COURT
										VÉNÉRER						
ORNEMENT MUSICAL RÉSERVOIR								DIRIGE LE METROPOLI- TAN OPERA FIBRE TEXTILE							CARBURANT	
										DIFFICILES À JOUER						
RHÉSUS TENDENT À NOUVEAU L'OREILLE			TOUR DE TAILLE		AU-DESSUS DES ANGLAIS	MAUVAIS COMÉDIENS ENTRE DEUX NOTES										MORCEAU DE VIOLON
										AU MILIEU DE LA LOGE COMPOSI- TEUR DE LOUIS XIV			BAIE AU JAPON LIQUEUR DE GENTIANE			
ANCIEN FRANÇAIS	VITESSES D'EXÉCUTION ESPÈCES SONNANTES							TÊTES COURONNÉES NÉGATION								
		ADRESSE SUR INTERNET PULVÉRISA			SOCIÉTÉ CHORALE		N'A COMPOSÉ QUE 9 SYMPHONIES		CLÉ DES CHANTS RACINE EN CONFISERIE			BASSE OBSTINÉE		AVANT JÉSUS- CHRIST		
PETIT TEMPO MORCEAU POUR CHOPIN						COMPOSI- TEUR FRANÇAIS PRÉFIXE DE NOUVEAUTÉ								DÉMON- STRATIF INSTRUMENT À ROUE		
								ARTICLE ÉTRANGER ÉLÉMENT DE POULIE				MONTE AU PRINTEMPS LES PAYS-BAS SUR LE WEB				HAUSSE LE TON
RÉCOLTE ANTIQUÉ VÉHICULE				OEUVRE D'EDVARD GRIEG									INSTRUMENT À CORDES		THALLIUM AU LABO	
				LIEU DE SÉJOUR FRACTION DE SECONDE						COMPOSI- TEUR AUTRICHIEN DANS LA GAMME						
DU BOIS POUR LES DIÈSES PRÉFIXE D'ÉGALITÉ						COMÉDIE MUSICALE DE PIANO, DANS UN FILM DE 1993						SANS VALEUR APLANIT				
			PASSAGE SOLITAIRE SÉBASTIEN INTIME					MOZART Y PLAÇA UN ENLÈVEMENT CLAVECIN							DÉPARTE- MENT N°46	
"BOULE DE NEIGE" DANS LE JARDIN	MOEURS DÉSUÊTES CHARPENTE DU PIANO			PLAQUES DE NEIGE FIXER SOLIDEMENT						ÉPREUVE DE TROT						
					POUSSE EN FORÊT GRAND FLEUVE					REPTILE				MOUSSEUX ITALIEN		OPPOSÉE À LA CANTATE
CÉLÈBRE POUR UN ADAGIO MÉDECIN SPÉCIALISTE									SECTEUR DE VENT PÉRIODE			RONGEURS ÉTENDU				
			BOISSON ROUGE ENJOUÉE				TRESSÉES DEUXIÈME SOUS SOL								VILLE DU MORBIHAN	
AUTEUR D'UN BOLÉRO COUP DE BAGUETTES						FUT REM- PLACÉ PAR LE SCHERZO PETITE FORMATION							DIX À LONDRES DEVISES ROUMAINES			
		L'ITALIE SUR LE WEB GROUPE SANGUIN			PRONONCÉ				LIEU D'ENREGIS- TREMENT		MIT AU LIT LAWRENCIUM AU LABO					
MARQUE DE PIANOS COMPOSA L'OPÉRA OBERON							ORNEMENT MUSICAL							AGENT DE LIAISON		
					À LA JOIE CHEZ BEETHOVEN				ABSOLUE CHEZ CERTAINS							

PÉTROLE
Le Brent a plus de 94 dollars/baril

Les cours du pétrole étaient en légère baisse mercredi, sous l'effet de l'évolution des tensions géopolitiques mondiales. En fin de matinée, le Brent de la mer du Nord cédait 0,48% à 94,20 dollars le baril. Son équivalent américain, le WTI, reculait de 0,69% à 89,60 dollars.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco



Jeudi 3 septembre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

TURQUIE

Contact perdu avec un cargo et ses dix membres d'équipage

Les autorités turques ont annoncé mercredi avoir perdu contact avec un cargo et ses dix membres d'équipage après une collision dans la nuit avec un autre navire en mer de Marmara, au sud-ouest d'Istanbul. Ces deux navires commerciaux turcs sont "entrés en collision" aux alentours de 03H00 (00H00 GMT) à 18 milles nautiques (environ 33 km) au sud de Silivri, un district de l'ouest d'Istanbul. "Il est actuellement impossible d'établir le contact avec le navire marchand Tugberk Imamoglu et ses 10 membres d'équipage", a indiqué le gouvernement d'Istanbul dans un communiqué. Des navires et un hélicoptère "poursuivent leurs opérations de recherche", a ajouté le gouvernement en précisant qu'"aucun dommage visible n'a été constaté" sur le deuxième navire, le pétrolier-chimiquier Alsu. Les autorités n'ont pas précisé quelle cargaison transportait le Tugberk Imamoglu, qui traversait la mer de Marmara en direction de la mer Noire.

ANP

Arrestation de 8 éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Huit (8) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans différentes opérations, durant la période allant du 26 août au 1er septembre 2026, indique mercredi un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP). "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 26 août au 1er septembre 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'ANP en coordination avec les services des Douanes ont récupéré dans le Secteur opérationnel Bordj Badji Mokhtar, 1 mitrailleuse lourde, 7 pistolets-mitrailleurs de

type Kalachnikov, des munitions et d'autres effets dissimulés au niveau de la bande frontalière sud", ajoute le bilan. Dans le même contexte, "d'autres détachements de l'ANP ont arrêté 8 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, 42 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 2 quintaux et 13 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 2.16 kilogrammes de cocaïne et 50.765 comprimés psychotropes ont été saisis, et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires". A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah

et In Guezzam, "des détachements de l'ANP ont arrêté 353 individus et saisi 28 véhicules, 302 groupes électrogènes, 180 marteaux piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". "De même, 8 autres individus ont été appréhendés et 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 8 fusils de chasse, 8.129 litres de carburants et 32 quintaux de tabacs, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes". Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 210 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 388 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

APS

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Quand la montagne brûle, c'est toute une économie qui s'effondre

Au-delà du drame humain, qui est immense, c'est toute l'économie locale qui est mise à l'arrêt pour plusieurs années. On ne reconstruit pas l'économie de montagne comme on construit une usine, le cycle de la nature a son mot à dire. Eteindre un feu, ça demande des moyens matériels et humains, l'Etat et les citoyens doivent le faire au plus vite, mais reconstruire une économie de montagne, ça demande du temps, des moyens et surtout une autre vision. Dans un passé récent, l'Algérie a connu des catastrophes naturelles (séismes, inondations, invasions acridienne, incendies de Kabylie) et industrielles (complexe de Skikda) dont les conséquences humaines dramatiques et les destructions économiques ont été très lourdes. Ce constat met en évidence la vulnérabilité du pays face à ces menaces, et surtout le faible apprentissage de ces expériences douloureuses. Les actions spontanées et dispersées ne suffisent pas, il faut passer à la systématisation des plans d'anticipation, de prévention et de luttes. La technologie d'aujourd'hui (drones, vigies, surveillance à distance, planning des programmes de travaux avec précision et validation) permet d'aider à améliorer les moyens de prévention et de lutte.

Le 26 août 2026, Jijel et Bejaïa ont payé le plus lourd tribut. Au-delà du bilan humain, c'est le modèle économique de la montagne qui est remis en cause.

Il aura suffi de 48 heures pour voir partir en cendres et en fumée des personnes et tous les moyens de vie de la montagne, déjà fragiles avant le drame. Plus de 170 départs de feu ont été enregistrés en même temps, sur la partie Est du pays, allant de Boumerdes à El-Taref, avec une forte concentration sur deux

wilayas Jijel et Bejaïa ; ce qui laisse supposer une action criminelle programmée. Dans l'urgence, on a compté les morts et mobilisé les aéronefs de lutte (on estime à 8 aéronefs mobilisés). Mais dans la durée, c'est un autre bilan qu'il faut tirer : celui d'une économie de montagne mise à genoux. Des communes, comme Djemaa Beni Habibi, Chekfa, bordj Taher, El Ançar, Ziama ... dans la wilaya de Jijel et Darguinah, Tamridjt, Melbou... dans la wilaya de Bejaïa sont sinistrées à plus de 80%.

L'économie locale de ces zones est bâtie sur trois piliers : la forêt, l'agriculture de montagne et le tourisme. L'Algérie est le 2e producteur mondial de liège. Or, l'essentiel du chêne-liège se trouve justement entre El Tarf, Skikda, Jijel et Béjaïa. Problème : un chêne-liège met 25 ans avant de donner une première récolte exploitable. Quand il brûle, il ne repousse pas. La perte est définitive. L'agriculture de montagne : Dans la wilaya de Jijel, des bergeries auraient péri, des poulaillers ont brûlé, des oliviers centenaires, des ruchers, des pâturages réduits en cendres. L'Est algérien concentre près de 70% de la production nationale de miel. Un apiculteur qui perd ses ruches et sa flore met au minimum 3 ans à se relever. La production d'huile d'olive est la principale activité des habitants. La filière "produit du terroir", censée être un relais de croissance, est directement menacée.

Le tourisme. Jijel et Bejaïa vivent de juillet à septembre. Cette année, fumée, routes fermées et évacuations ont vidé les gîtes et les plages. Pour les communes balnéaires, la chute du chiffre d'affaires local sera sévère. Même si les

feux ont duré 48 heures, les estivants sont partis sans retour.

Derrière ces coûts directs et apparents, il y a des coûts indirects et d'autres cachés.

Un sol brûlé ne retient plus l'eau. L'hiver prochain, les wilayas du centre et de l'Est feront face à des risques accrus de glissements de terrain et d'envasement des barrages. Sécuriser, curer, reconstruire : la facture sera salée pour les collectivités locales, déjà exsangues. Mais réparer ne suffit plus. Il faut prévenir. Si l'on veut éviter de revivre le même scénario chaque été, il faut changer tous les logiciens. Trois chantiers sont urgents : Assurance risque incendie : Aujourd'hui, très peu d'agriculteurs et d'apiculteurs de montagne sont couverts contre l'incendie. Il faut un fonds de garantie spécifique avec un apport du Trésor public pour amorcer la culture de l'assurance. Entretien : Le pastoralisme et le débroussaillage sont les meilleurs coupe-feu. Il faut les rémunérer comme un service public, et non les subir. Diversifier : Valoriser la transformation locale du liège, du miel et d'autres produits pour créer plus de valeur avec moins de vulnérabilité.

Quand une forêt brûle à Jijel ou à Bejaïa, ce ne sont pas seulement des arbres qui tombent. Ce sont des revenus familiaux qui chutent pour plusieurs années, des ruchers qui restent vides en 2027, et des communes qui vont dépendre davantage des subventions de l'Etat, déjà qu'elles étaient vulnérables avant la catastrophe. Le vrai coût des incendies de 2026 ne se mesure pas en hectares de terre, de milliers d'arbres fruitiers, de

bétail, il se mesurera dans les années qui viennent. C'est pourquoi, rendre la montagne économiquement résiliente est une urgence. Le danger invisible, souvent négligé ou volontairement minimisé, est celui d'un dépeuplement de la montagne. Celui qui voit sa famille endeuillée, sa maison brûlée et ses revenus, même additionnels, disparus, ne peut résister à l'envie de quitter définitivement sa montagne. Tous les efforts consentis jusqu'à présent pour fixer la population rurale, et celle des montagnes en particulier, comme l'habitat rural, les micro-crédits pour des activités de montagne et d'artisanat etc... seront anéantis et l'aménagement du territoire s'en trouve affecté.

L'urgence est de passer de la logique de réparation à celle de prévention et d'anticipation.

Il ne faut pas attendre le prochain été pour constater les dégâts, la question n'est plus de savoir si la forêt va brûler l'été prochain. La question est de mettre de l'ordre dans le fonctionnement de l'économie de montagne. Les moyens matériels et humains pour lutter contre l'incendie ne seront jamais suffisants. Aucun pays, même les plus développés (USA, France, Espagne, Italie...), n'est arrivé à avoir une efficacité totale dans la lutte contre l'incendie. Les moyens seront utiles pour traiter les imprévus, les exceptions, les urgences (protection des habitations). La vraie lutte contre les incendies de forêts se prépare et s'organise en amont, dans l'espace et dans le temps. La montagne et la forêt ont besoin d'être résilientes face aux risques majeurs grâce à un entretien régulier, une surveillance permanente et une anticipation programmée.